



Gaïd Salah depuis la 5^{ème} Région militaire

«L'ANP demeurera une armée républicaine»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a réitéré, hier à Constantine, l'engagement de l'ANP à mener «amplement» ses missions constitutionnelles, tout en saluant les sacrifices des éléments de l'ANP et de différents corps de sécurité au service de la patrie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Page 2

Marché pétrolier

Le retour de la Libye inquiète l'Opep

Page 24

Le Premier ministre reprend le dialogue avec ses partenaires

UGTA et patronat chez Ouyahia pour préparer la Tripartite

Aussitôt investi dans ses nouvelles fonctions en tant que Premier ministre, Ahmed Ouyahia a convoqué une réunion avec les partenaires du gouvernement, aujourd'hui, conformément aux récentes directives du Président de la République.

Page 3



Permanence de l'Aïd El Adha

Plus de 34 000 commerçants mobilisés

Page 2



Entreprises Ansej et Cnac défectueuses

Le gouvernement somme les banques d'arrêter les saisies

Bonne nouvelle pour les promoteurs Ansej et Cnac dont les projets sont en souffrance et qui sont en plus confrontés aux banques. Ces dernières sont appelées à arrêter leurs procédures de saisie des micro-entreprises défectueuses.

Page 3



Par Saâd Taferka

Amoins de trois mois des élections locales, un certain frémissement, voire parfois un état d'extrême de fébrilité, s'empare de tous ceux qui se voient un destin de prendre en charge la gestion des communes. Certains des prochains candidats au poste de maire, ce sont déjà présentés en mai dernier comme candidats malheureux à la députation, au moment où d'autres, quittant la présidence de l'APC

Gestion des communes

Un bilan au service de quelle perspective ?

pour un poste de député, se sont déjà installés dans l'Hémicycle du boulevard Che Guevara.

Si l'activité politique et la compétition électorale sont, dans l'absolu et dans les textes fondamentaux algériens aussi, des ambitions légitimes et des activités consacrées légalement, il n'en demeure pas moins qu'une évaluation et une présentation de bilan devraient aussi être consacrées comme des devoirs des hommes qui ont des charges publiques et des droits pour les citoyens électeurs. On en est apparemment loin. Hormis ce «bilan» humoristique d'un maire, rapporté par la presse nationale, il y a quelques jours, qui fait état de plusieurs maladies qu'il aurait contractées au cours de son mandat, on a rarement assisté à des redditions de compte des élus, aussi bien pour le mandat

national que pour le mandat local.

Instruits par de tels manquements à la morale publique, les citoyens électeurs ont, en même temps, beaucoup d'autres griefs à faire, particulièrement aux élus locaux, les plus proches de la gestion des affaires de la cité. Ces griefs n'ont pas attendu la fin du mandat pour s'exprimer. Ils se sont étalés tout le long des cinq dernières années, en déversant le courroux et le sentiment de frustration des populations dans la rue. Ce qui se traduit par des barricades, des fermetures de sièges de mairie et de daïra...etc. En tout cas, à l'orée de l'opération de renouvellement des assemblées locales, les horizons de la gestion des communes ne semblent pas s'éclaircir, ni pour les citoyens électeurs ni pour le développement général de ces territoires.

Page 4



Permanence de l'Aïd El Adha

Plus de 34 000 commerçants mobilisés

Le ministère du Commerce rassure les Algériens sur l'ouverture des commerces durant les deux jours de l'Aïd El Adha, ainsi que la semaine qui suit. Plus de 34 000 commerçants sont appelés à offrir leurs services à cette occasion qui aura lieu dans quelques jours. Les commerçants respecteront-ils les consignes du département du commerce ?



Par Karima Nacer

Le nombre de commerçants qui seront mobilisés pour assurer la continuité des activités commerciales durant l'Aïd El Adha et les jours qui suivent est de 34 576 commerçants, dont 4 985 activant dans la boulangerie, 20 763 dans l'alimentation générale, fruits et légumes et 8 436 dans des activités diverses et ce, afin de subvenir aux besoins des citoyens, notamment en matière de produits de première nécessité, qui connaissent une grave pénurie durant la période de l'Aïd. Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme de permanence, établi annuellement et pour chaque occasion, visant à assurer l'approvisionnement aux citoyens en produits et services à consommation de

masse.

En plus des commerçants, les unités de production sont également concernées par la permanence. Celles concernées par cette relève atteignent 392 unités, dont 143 laiteries, 211 minoteries et 38 unités de production d'eau minérale.

Pour le suivi de la mise en œuvre de ce programme de permanences de l'Aïd El Adha, 2 093 agents de contrôle seront affectés, indique le communiqué du ministère du Commerce.

Pour rappel, ce programme a été établi conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.

Par ailleurs, un plan sanitaire a été mis en place au niveau des établissements et services hospitaliers de la capitale. Les médicaments,

les poches de sang et l'aménagement des parkings (ambulances) seront aussi assurés pour faire face à d'éventuels accidents qui risqueraient de survenir durant ce jour de sacrifice. Pour les pharmaciens permanents, les tableaux de permanence au niveau des 48 wilayas sont inscrits sur les sites électroniques de la direction de la Santé et du ministère de la Santé.

A l'approche de chaque fête religieuse, la hantise d'une ville fantôme et la pénurie des produits de première nécessité refait surface. Cette crainte de pénurie a contraint les citoyens à se précipiter vers les marchés pour s'approvisionner en grande quantité de produits alimentaires.

En raison de la fermeture des commerces durant les fêtes, les grandes villes connaissent habituellement

des perturbations en matière d'approvisionnement en produits alimentaires de large consommation, notamment le pain, le lait en sachet et les fruits et légumes. Des efforts ont certes été consentis pour changer la donne et faire disparaître cette hantise des commerces fermés et éviter le rush sur les produits de première nécessité. Un rush qui représente une aubaine pour les commerçants qui profitent d'une telle occasion pour revoir les prix à la hausse. Inopportunistement, rares sont les commerces qui respectent les consignes du ministère, au grand dam des consommateurs. Il faut, toutefois, souligner que les pouvoirs publics ont de tout temps annoncé des sanctions contre les commerçants qui n'assument pas leur permanence durant ces deux jours. **K.N.**

Pour faire face aux enlèvements contre rançon

L'application du Mémorandum d'Alger recommandée

Des experts internationaux ont insisté, hier à Alger, sur l'importance d'une mise en œuvre rigoureuse du Mémorandum d'Alger dans la lutte contre les prises d'otages contre rançon, tout en saluant les efforts consentis par le gouvernement algérien dans la lutte antiterroriste. Ces spécialistes des questions sécuritaires s'exprimaient lors d'un atelier consacré aux meilleures pratiques internationales en matière de prise en charge et de prévention des enlèvements contre rançon, organisé conjointement par le Centre des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (Unct) et le Centre africain d'études et des recherches sur le terrorisme (Caert).

Ils ont estimé qu'une « mise en œuvre effective » du Mémorandum d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon et d'élimination des avantages qui en découlent, confortera fortement les efforts des gouvernements dans l'amélioration de l'efficacité de leurs actions dans la lutte contre les prises d'otages et, par ricochet, la lutte antiterroriste. La prévention contre les enlèvements contre rançon représente une partie importante de la lutte antiterroriste, vu que ces sommes d'argent versées pour la libération des otages aident « grandement au financement des organisations terroristes et de leurs actes », a indiqué le coordinateur-résident des Nations unies en Algérie, Eric Overvest. Faisant référence au Mémorandum d'Alger, le représentant des Nations unies a insisté sur sa mise en pratique en vue de mettre un frein aux enlèvements contre rançon. « Il y a une recrudescence des enlèvements contre rançon au Sahel, ces dernières années. Les groupes terroristes tels Daech et Al Qaïda ont de plus en plus recours à ce type d'opérations comme moyen de collecter des fonds » a-t-il relevé, notant, qu'outre les journalistes, diplomates, représentants d'ONG et les touristes, la majorité de ces prises d'otages touchent les populations locales. « L'Algérie a une longue expérience en matière de lutte antiterroriste, en particulier la lutte contre l'enlèvement avec demande de rançon et c'est cette expérience que d'autres pays voudraient partager dans le cadre de ce projet », a déclaré Overvest. Le représentant du Caert, Kutoati Adjemoda, a, pour sa part, indiqué que l'Algérie reste un « modèle » dans cette lutte et possède une « grande expérience » qui s'est notamment concrétisée par le Mémorandum d'Alger, appelant à « son application de façon rigoureuse ». L'ambassadeur du Japon, Masaya Fujiwara, a, de son côté, félicité l'Algérie pour les efforts consentis en vue de partager son expérience dans la lutte antiterroriste, saluant l'organisation en juillet dernier de l'atelier par le ministère des Affaires étrangères portant sur le rôle de la Réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre le radicalisme et le terrorisme.

Le Mémorandum d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon et d'élimination des avantages qui en découlent, adopté en décembre 2012 par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, recommande en particulier l'émission aux voyageurs d'avis et d'autres informations permettant d'identifier les zones présentant un risque élevé. **K. L.**

Gaïd Salah depuis la 5^{ème} Région militaire

«L'ANP demeurera une armée républicaine»

Par Massi S.

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a réitéré, hier à Constantine, l'engagement de l'ANP à mener « amplement » ses missions constitutionnelles, tout en saluant les sacrifices des éléments de l'ANP et de différents corps de sécurité au service de la patrie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Au premier jour de sa visite de travail et d'inspection à la 5^{ème} Région militaire, et lors d'une réunion d'orientation avec le commandement, l'Etat-major, les cadres de la

Région, des commandants des secteurs, des unités et des structures de formation, ainsi que des représentants des différents corps de sécurité, le général de corps d'Armée, Gaïd Salah, « a réitéré l'engagement de l'ANP à mener amplement ses missions constitutionnelles, à pérenniser ses efforts dans le domaine du développement de ses potentiels et à demeurer à jamais un bastion fort de dévouement au serment des valeureux chouhada », précise le communiqué. Le vice-ministre de la Défense nationale a, également, « réitéré, au nom du peuple algérien, le salut et la reconnaissance aux éléments de l'ANP, officiers, sous-officiers et djounoud, et à

ceux de différents corps de sécurité et ce, en guise de reconnaissance de leur dévouement infatigable et de leurs sacrifices colossaux dans l'accomplissement de leurs missions au service de notre chère patrie », ajoute la même source. « En consolidation des fondements de ses objectifs majeurs et nobles, l'ANP demeurera, comme j'ai tant veillé à le répéter, une armée républicaine, engagée à défendre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays, protégeant l'indépendance. Cet acquis que notre peuple a dû concrétiser péniblement avec le sang et les larmes. Une Armée qui assure amplement ses missions constitutionnelles en dépit de la nature de toutes les cir-

constances », a fait savoir le chef d'état-major de l'ANP. Cette armée « demeurera également, grâce à Dieu le Tout-Puissant, persévérante dans le développement de ses potentiels et mobilisée sur toutes les frontières du pays, prenant soin de ses missions et de ses responsabilités et donnant à son devoir national sa juste valeur. Une Armée qui illustre manifestement l'amour de la patrie et qui demeure un bastion fort de dévouement au serment prêté devant le peuple et l'histoire et avant tout et après tout devant Allah », a-t-il ajouté.

Lors de son allocution d'orientation, suivie par l'ensemble des personnels de la Région militaire via une visioconférence, le général de

corps d'Armée « a réitéré l'importance que revêt cette rencontre qui coïncide avec la commémoration par le peuple algérien de l'un de ses mémorables événements, qu'est le double anniversaire du 20 Août, Journée nationale du moudjahid ».

Par la même occasion, le général de corps d'Armée « a salué le contenu du message de Son Excellence M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, à travers lequel il a salué les sacrifices des éléments de l'ANP et de différents corps de sécurité au service de notre cher pays ». **M.S.**

Le Premier ministre reprend le dialogue avec ses partenaires

UGTA et patronat chez Ouyahia pour préparer la Tripartite

Aussitôt investi dans ses nouvelles fonctions en tant que Premier ministre, Ahmed Ouyahia a convoqué une réunion avec les partenaires du gouvernement, aujourd'hui, conformément aux récentes directives du Président de la République.



Par M. Ait Chabane

La préparation de la toute prochaine Tripartite est le seul ordre du jour de cette réunion, mais il s'agit beaucoup plus de renouer un dialogue serein et constructif entre le gouvernement et ses partenaires et remettre de l'ordre après les dernières péripéties sous la houlette de l'ex-Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune. Cette rencontre, la toute première pour Ahmed Ouyahia depuis son avènement à la tête du Premier ministre «se veut une prise de contact et une occasion pour des échanges préliminaires entre les

trois partenaires dans le but d'une meilleure concertation», selon une source proche du gouvernement, citée par l'agence APS. En plus de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) représentée par son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd, seront présentes à la réunion d'aujourd'hui plusieurs organisations patronales. Il s'agit du Forum des chefs d'entreprises (FCE), la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), la Confédération nationale du patronat algérien (Cnpa), la Confédération des industriels et des producteurs algériens

(Cipa), la Confédération algérienne du patronat (CAP), l'Union nationale des investisseurs (UNI), la Confédération générale du patronat-Btph (CGP-Btph) et l'Assemblée générale des entrepreneurs algériens (Agea), selon la même source gouvernementale. A cette occasion, le Premier ministre rappellera aux partenaires du gouvernement leurs promesses faites lors de la signature du Pacte national, économique et social de croissance, paraphé en 2014, et la nécessité de maintenir un climat de sérénité et contribuer activement au développement économique du pays, notamment en cette

conjoncture difficile. L'objectif suprême étant de préserver l'économie nationale et sauvegarder les équilibres financiers du pays pour faire face aux aléas du choc pétrolier à travers un nouveau modèle économique, favorisant l'émergence d'entreprises compétitives et créatrices d'emplois et de richesses. «Le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques doivent donner l'exemple à notre peuple, par la solidarité, la mobilisation et l'unification des rangs afin que notre pays puisse investir de manière constructive dans les différentes capacités et potentialités de ses enfants», avait soutenu le chef de l'Etat dans son message à l'occasion de la célébration des festivités du 20 Août. Et d'appeler solennellement à «mener à bien la bataille du développement dans une conjoncture marquée par de multiples pressions extérieures et principalement par une chute vertigineuse des cours du pétrole depuis trois ans, exige de tous les Algériens et Algériennes, quels que soient leurs postes et fonctions, de mettre à profit tous les atouts et toutes les capacités pour relever ce défi». Le Président Bouteflika avait insisté alors sur l'édification d'un consensus national entre tous les partenaires pour amorcer une réelle dynamique de développement économique en cette conjoncture délicate qui nécessite la conjugaison des efforts de tous pour asseoir un climat d'apaisement indispensable pour réaliser les objectifs escomptés.

M.A.C.

Entreprises Ansej et Cnac défectueuses

Le gouvernement somme les banques d'arrêter les saisies

Par S. A. Mohamed

Bonne nouvelle pour les promoteurs Ansej et Cnac dont les projets sont en souffrance et qui sont en plus confrontés aux banques. Ces dernières sont appelées à arrêter leurs procédures de saisie des micro-entreprises défectueuses.

En effet, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a affirmé, mardi à Guelma, que les procédures de saisie, entamées par les instances bancaires à l'encontre des micro-entreprises défectueuses seront arrêtées. Au cours d'une rencontre avec les adhérents de la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (Fnje), au Centre de loisirs scientifique Salah-Boubnider, dans le cadre d'une visite effectuée à Guelma, le ministre a appelé les directeurs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), ceux de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) à prendre attache avec les instances bancaires locales pour l'arrêt de toute procédure de saisie», soulignant que sur le plan central, ses services coordonneront avec ceux du ministère des Finances pour l'arrêt de la procédure. Il a, à ce propos, affirmé

que «l'Etat poursuivra son appui aux micro-entreprises» attestant que cet appui était «un choix irréversible». M. Zemali a également souligné que son département œuvrera à suivre, sur le terrain, «l'application effective de la décision du gouvernement de consacrer 20% des projets pour les micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi et de réserver pour les mêmes entités les projets de la sous-traitance». Le ministre a, dans ce contexte, rassuré les jeunes entrepreneurs, soulignant qu'en coordination avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, «une correspondance sera adressée aux walis pour respecter et veiller à l'application de la décision du gouvernement». M. Zemali a également indiqué qu'une cellule a été créée au niveau du cabinet de son département, chargée «de suivre au quotidien les préoccupations des jeunes entrepreneurs», soulignant que les petites entreprises étaient «le noyau d'une économie diversifiée hors hydrocarbures». En chiffres, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a précisé qu'entre 2010 et 2016, 375 000 petites entreprises, devant générer 80 000 postes d'emploi, ont été créées. Appelant les jeunes adhérents à

la Fnje qui totalise 22 000 adhérents et 78 000 demandes d'adhésion, à «poursuivre le combat pour le développement», le ministre a encouragé les jeunes, propriétaires de petites entreprises à créer «un réseau pour l'échange des expériences, et des partenariats dans le domaine du marketing». Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a entamé sa visite dans la wilaya de Guelma en inspectant une entreprise de froid commercial, créée dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi, Cnac dans la commune d'Hiliopolis. In situ, le ministre a valorisé les efforts déployés par l'entreprise réalisatrice du projet, issue du dispositif Ansej dans la création et l'équipement de cette chambre froide, réservée pour le stockage des produits agricoles. Le ministre a également salué les efforts consentis d'une unité de production des briques, issue de l'Ansej, offrant 40 emplois et la qualité du produit fourni. C'est dire que malgré la «défection» de certaines entreprises créées dans le cadre de ces dispositifs, certaines ont vraiment réussi. Celles qui sont défectueuses auront donc une «deuxième» chance avec cette décision du ministre.

S.A.M.

Problèmes du secteur de la santé

Le ministère et les syndicats promettent des solutions rapides

Par Rachid Chihab

Les pouvoirs publics et les partenaires sociaux unissent leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes que vit le secteur de la santé depuis des années. Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et ses partenaires sociaux se sont engagés à «œuvrer ensemble», dans le cadre du dialogue, pour la résolution rapide des problèmes auxquels est confronté le secteur, indique mardi un communiqué du ministère.

Les parties ont convenu de «ne ménager aucun effort pour la résolution rapide des problèmes dans le cadre d'un dialogue sérieux, permanent et responsable», indique le ministère à l'issue des réunions qu'a tenues le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, successivement avec les représentants du Syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), le Syndicat national des médecins libéraux et le Conseil national de déontologie médicale.

Entrant dans le cadre du cycle de concertation, ces audiences «ont permis d'aborder différentes questions de l'heure et ont été l'occasion de mettre en relief les convergences de vues concernant les conditions d'exercice de la garde ainsi que les mesures à prendre pour ce qui concerne la sécurité du personnel de la santé et de l'amélioration des conditions de travail», note la même source. Pour rappel, les médecins libéraux ont contesté la décision du ministère de la Santé qui leur impose des gardes. Ils estiment que cette mesure est applicable seulement aux cliniques et non aux cabinets médicaux. De leur côté, les médecins du secteur public se plaignent également du manque de sécurité dans leur lieu de travail et la surcharge de travail.

M. Hasbellaoui a affirmé, à cette occasion, que «les avancées enregistrées seront consolidées et les acquis préservés», précisant que «le dialogue avec les partenaires sociaux est une option stratégique du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République», ajoute le communiqué.

Cette rencontre intervient au moment où le secteur de la santé publique connaît une ébullition suite au décès de trois femmes enceintes à Djelfa, Oran et Alger. Les familles des victimes accusent le personnel médical de négligence. Une accusation rejetée par les syndicats du secteur qui pointent du doigt le manque d'équipement et de personnel, notamment dans les zones reculées.

R.C.



Gestion des communes

Un bilan au service de quelle perspective?

A moins de trois mois des élections locales, un certain frémissement, voire parfois un état d'extrême de fébrilité, s'empare de tous ceux qui se voient un destin de prendre en charge la gestion des communes. Certains des prochains candidats au poste de maire, ce sont déjà présentés en mai dernier comme candidats malheureux à la députation, au moment où d'autres, quittant la présidence de l'APC pour un poste de député, se sont déjà installés dans l'Hémicycle du boulevard Che Guevara.



Par Saâd Taferka

Si l'activité politique et la compétition électorale sont, dans l'absolu et dans les textes fondamentaux algériens aussi, des ambitions légitimes et des activités consacrées légalement, il n'en demeure pas moins qu'une évaluation et une présentation de bilan devraient aussi être consacrées comme des devoirs des hommes qui ont des charges publiques et des droits pour les citoyens électeurs. On en est apparemment loin. Hormis ce «bilan» humoristique d'un maire, rapporté par la presse nationale, il y a quelques jours, qui fait état de plusieurs maladies qu'il aurait contractées au cours de son mandat, on a rarement assisté à des redditions de compte des élus, aussi bien pour le mandat national que pour le mandat local.

Instruits par de tels manquements à la morale publique, les citoyens électeurs ont, en même temps, beaucoup d'autres griefs à faire, particulièrement aux élus locaux, les plus proches de la gestion des affaires de la cité. Ces griefs n'ont pas attendu la fin du mandat pour s'exprimer. Ils se sont étalés tout le long des cinq dernières années, en déversant le courroux et le sentiment de frustration des populations dans la rue. Ce qui se traduit par des barricades, des fermetures de sièges de mairie et de daïra...etc.

En tout cas, à l'orée de l'opération de renouvellement des assemblées locales, les horizons de la gestion des communes ne semblent pas s'éclaircir, ni pour les

citoyens électeurs ni pour le développement général de ces territoires. Le jugement émanant des populations et même des pouvoirs publics en charge des collectivités locales est, le moins que l'on puisse dire, teinté d'un goût d'amertume et d'un sentiment de déception. De plusieurs régions du pays s'élèvent des protestations, se font entendre des récriminations et se multiplient les cas de protestations bruyantes. C'est, à n'en pas douter, la gestion des assemblées locales les plus proches des citoyens, à savoir les APC, qui est remise en cause.

Cependant, la crise que vivent certaines assemblées communales, d'une façon explosive ou d'une manière plus feutrée et latente, ne peut être circonscrite à la seule action des acteurs locaux ou à de simples relents d'anciens conflits communautaires. Si ces raisons existent, elles ne sont, en général, que l'humus sur lequel croissent et prospèrent les vraies failles de la gouvernance locale et de l'organisation administrative du pays.

La volonté du pouvoir politique, telle qu'elle y a été déclinée par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales - particulièrement à la suite de la crise qui grève les finances publiques depuis l'été 2014 - est, sur le plan des principes et de la stratégie, orientée vers l'instauration d'une administration forte, efficace et décentralisée, pouvant se mettre au diapason des nouveaux enjeux induits par la démographie du pays, la mise en œuvre du Schéma national de l'aménagement du territoire et l'in-

sertion de l'économie algérienne dans le marché mondial avec les coûts les moins préjudiciables pour la société et l'Etat.

Poursuite du nouveau découpage territorial

Néanmoins, le citoyen, pris en tenailles par les difficultés quotidiennes d'une vie de plus en plus chère et blasé par des discours sans lendemains, ne peut pas avoir tout de suite la conviction que de tels vœux ou de pareilles projections puissent avoir un quelconque impact sur son rythme ou niveau de vie. Il y a même des phénomènes qui l'invitent avec moins d'enthousiasme lorsqu'il constate que depuis les élections locales de novembre 2012, sa commune est toujours prise en otage par les luttes homériques entre élus. Retrait de confiance, blocage des délibérations, poursuite de la gestion opaque des affaires de la collectivité...etc.

Ce constat peu réjouissant est reconnu même par le ministre de l'Intérieur et par les différents Premiers ministres. Le diagnostic dressé, y compris par le Conseil national économique et social (Cnes), lors des assises sur le développement local, a beaucoup porté sur le mal qui ronge les Assemblées populaires communales censées être l'entité de gestion minimale du territoire du pays. Manque de formation, dilution des responsabilités, lutte politiciennes, corruption, mauvaise prise en charge du foncier, inadéquation du Code communal en vigueur, pourtant récemment révisé (2012) avec

les nouvelles réalités du pays et une profusion d'autres problèmes qui, à la fin, prennent en otage la collectivité toute entière.

Au niveau de la superstructure administrative de l'Etat (ministère de l'Intérieur, Premier ministre, gouvernement, Présidence de la République), des initiatives de modernisation de l'administration et de la gestion des affaires de la collectivité ont été maintes fois proposées et discutées. A l'image, par exemple, des formations dispensées aux élus locaux, relatives aux techniques de gestion municipale, à la gestion du territoire et aux attributions administratives du maire. Ce fut là un bel exemple d'une volonté d'aller vers une gestion décentralisée et efficace du territoire. Sauf que, comme l'ont constaté les maires eux-mêmes envoyés en formation, cette «leçon de choses» montre au grand jour une grande lacune, celle-là même qui fait l'objet d'une revendication réitérée depuis une décennie par la classe politique et mille fois promise par le département de l'Intérieur : la réforme des textes réglementant la vie des assemblées locales, c'est-à-dire le Code de la commune et le Code de la wilaya. Les présidents d'APC s'étaient sentis bien pris en charge sur le plan pédagogique lors de ces formations, mais beaucoup d'entre eux avaient fait montre de leur scepticisme de pouvoir «aller au charbon» en l'absence de textes réglementaires rafraîchis, adaptés à la nouvelle situation économique du pays, consacrant la véritable décentralisation du processus de prise de décision et assurant une certaine autonomie

de gestion aux collectivités locales.

Le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, a déjà fait état de la prochaine révision de ces codes et de la poursuite du processus du nouveau découpage territorial, limité jusqu'ici aux wilayas du Sud, à travers la création de wilayas-déléguées. Dans le même sillage, il a aussi promis que ces entités évolueront en wilayas de plein exercice.

Des réformes hâtées par la crise financière

A peine «dépoussiéré» en 2012, le Code communal, au vu de l'évolution des réalités économiques, culturelles et sociales du pays, est jugé obsolète par les élus locaux. Toutes les autorités du pays le reconnaissent. Mais, au vu du calendrier très serré - les élections locales auront lieu probablement à la fin novembre - il n'est pas certain que le texte de révision soit prêt pour être à la disposition des nouveaux élus. Peut-être qu'ils pourront l'avoir comme instrument de travail quelques mois après le début de leur mandat. Les citoyens, qui entendent depuis plusieurs années les différents ministres de l'Intérieur - au moins depuis 2011 - parler de «démocratie participative» au niveau local, sont impatients de voir les instruments de réalisation d'une notion aussi noble consacrés par des textes de loi. Les populations, par le truchement des associations de quartiers et des organisations professionnelles pourront participer aux débats et décisions des exécutifs communaux relatifs à la politique de la jeunesse, de l'éducation, de l'environnement, de la santé, de la distribution de l'eau, de l'assainissement...etc.

La nouvelle vision de l'institution municipale tente de hisser la commune en une entité à même d'attirer les investissements, de gérer efficacement le foncier urbain et industriel et d'établir les possibilités des emprunts bancaires destinés à réaliser des investissements qui rapportent des fonds (marché, centre commercial, abattoir...). Les élus et responsables locaux seront aussi appelés à déléguer la gestion de certains services publics à des organismes privés. Au vu de l'inévitable mouvement d'évolution que sont appelées à connaître l'économie et la société, du fait d'une crise financière inscrite dans la durée, la commune sera appelée à jouer un rôle central dans la gestion des affaires publiques et dans la conduite des services publics. Les réunions ayant regroupé en 2016 le gouvernement avec les walis ont abouti à des constats sans appel : la commune doit se réformer dans son fonctionnement et dans sa relation avec le monde économique et avec le citoyen. Cette réforme fait partie des grands changements appelés de leurs vœux, depuis plusieurs années, par des hommes politiques et par les populations, mais dont la crise financière actuelle semble hâter la réalisation.

S. T.



Pêche au corail

Les modalités d'exploitation et de commercialisation fixées

Trois arrêtés interministériels devant relancer la pêche au corail à travers le littoral seront «prochainement» promulgués pour fixer toutes les procédures juridiques et mesures relatives à l'exploitation de cette ressource maritime, au traitement et à la traçabilité des quantités pêchées jusqu'à la commercialisation.



Ces arrêtés dont des copies sont parvenues à l'APS, ont essentiellement trait aux modalités de déclarations sommaires de la pêche au corail, à la création d'une commission locale d'identification du corail chargée de la gestion et de l'organisation de cette ressource, et aux modalités d'achat et de vente du corail brut.

Les arrêtés, en cours de promulgation, ont pour objectif de fixer les modalités de débarquement et d'identification du corail, outre les conditions et modalités d'achat et de vente du corail brut dans le cadre de la promotion des activités artisanales nationales par l'Agence nationale pour la transformation et la distribution de l'or et des autres métaux précieux (Agenor).

Ces textes viennent renforcer une batterie de mesures organisationnelles et de textes

juridiques définissant les conditions de l'activité de la pêche au corail et les modalités de sa commercialisation et de sa transformation.

Dans ce cadre et afin de renforcer le dispositif de contrôle et de traçabilité du corail pêché, une déclaration sommaire contenant un numéro d'ordre et frappée du sceau de l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture (Andpa) a été mise en place.

Remplie par le capitaine du navire dès le chargement du corail, la déclaration sera ensuite remise, dès l'accostage du navire au port, aux unités des services des gardes-côtes. Le chef de service ou son représentant visera la déclaration sur trois exemplaires, signés également par le capitaine du navire, avant de mettre les quantités de corail déclarés sous scellé à

bord du navire.

Les caisses contenant le corail mis sous scellé doivent être conservées au sein du navire et ne peuvent être débarquées ou ouvertes que pour constat.

Dans ce sens, une commission locale d'identification du corail sera créée au niveau des ports concernés par la pêche de cette ressource. Elle exercera ses missions durant la période définie par la réglementation en cours relative à l'exploitation des surfaces, objet de concession.

La commission se chargera également de l'ouverture des scellés après le débarquement du corail, procédera à sa vérification, prendra des photos de chaque lot, saisira les quantités de corail en dépassement du seuil de tolérance admis, et dressera des procès-verbaux de constat du corail.

La commission élabore sur la base d'un PV de constat un document de traçabilité constatant l'acquisition légale du corail, lequel sera transmis au concessionnaire.

A la phase de la transformation et de la commercialisation du corail, les parties concernées ont chargé Agenor d'organiser et de gérer cette opération, les artisans et transformateurs devant justifier d'une carte professionnelle et d'un registre de commerce.

Cette agence consulte annuellement les concessionnaires ou leurs représentants habilités afin de définir les modalités et prix d'achat du corail brut, constaté d'un commun accord.

Le surplus du corail brut pourrait être transformé ou cédé au profit d'Agenor selon les conditions énoncées en ce qui concerne le quota de 70%.

R. E.

Après avoir endigué les foyers de la grippe aphteuse
Le ministère de l'Agriculture relance l'importation de bovins

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche procédera, prochainement, à la relance de l'importation de bovins et ce, après avoir endigué les foyers de la grippe aphteuse enregistrés dans certaines wilayas, ayant affecté nombre de veaux d'engraissement, a indiqué un responsable au ministère.

«Les services vétérinaires s'attendent aux préparatifs organisationnels et aux démarches juridiques en vue de relancer l'importation de bovins, notamment ceux destinés à l'engraissement», a déclaré le directeur des services vétérinaires par intérim et Inspecteur vétérinaire principal chargé du contrôle sanitaire au ministère, Khaled Bara.

L'activité a été gelée depuis mars dernier après l'apparition de foyers de grippe aphteuse de type «A» qui a affecté quelques bovins (veaux d'engraissement) dans plusieurs wilayas, a précisé la même source.

S'agissant des mesures préventives prises en vue d'empêcher la contamination, toutes les inspections vétérinaires de wilayas ont été mobilisées pour procéder à l'isolement des bovins affectés par le virus afin d'empêcher sa propagation. Un système de contrôle sanitaire a été, en outre, mis en place au niveau de toutes les wilayas.

Le ministère concerné a interdit la circulation du cheptel de et vers chaque wilaya affectée, tout en autorisant seulement leur déplacement direct vers les abattoirs après l'obtention du certificat sanitaire délivré par les services vétérinaires.

Après avoir été affectée par la fièvre aphteuse à travers 18 wilayas en 2014, l'Algérie a pris toutes les mesures appropriées en obtenant et distribuant plus de 2 millions de doses de vaccins.

Un milliard de dinars est consacré chaque année pour obtenir des vaccins contre la fièvre aphteuse, la rage, la variole et la brucellose.

M. N.

Ressources en eau
Necib reçoit l'ambassadeur des Pays-Bas

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a reçu mardi l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas à Alger, M. Robert Van Embden, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion pour les deux parties d'échanger sur l'état de la coopération bilatérale dans le domaine des ressources en eau et des perspectives de son développement.

M. Necib et l'ambassadeur des Pays-Bas ont qualifié les relations entre l'Algérie et les Pays-Bas d'«excellentes», et ont affirmé leur volonté de les renforcer davantage à travers le partage d'expérience et le transfert de savoir-faire.

T. L.

Prix du pétrole

Le Brent en légère baisse à 51,5 dollars

Les prix du pétrole reculaient légèrement hier en cours d'échanges européens, effaçant leurs gains de la veille avant la publication des données hebdomadaires officielles du département américain de l'Energie (DoE) sur le pétrole.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,57 dollars (à 10h GMT) sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 30 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour l'échéance d'octobre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence,

cédait 18 cents à 47,65 dollars.

Les cours s'inscrivaient en léger recul alors que les premières données sur les réserves américaines n'ont pas convaincu les marchés. «Après la clôture européenne mardi, l'API (fédération professionnelle de l'American Petroleum Institute, Ndlr) a fait état d'un recul des réserves de brut de 3,6 millions de barils» pour la semaine achevée le 18 août, ont noté les analystes de Commerzbank. «Cette nouvelle baisse des réserves est liée à un recul des importations, qui pourrait être dû au fait que les cargaisons venues de pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se font plus rares. Ceci dit, les réserves de produits pétro-

liers (essence et autres produits distillés) augmentent, ce qui prouve que les raffineries américaines produisent plus qu'il n'y a de demande», ont-ils détaillé.

Les analystes attendront donc les données officielles du DoE, qui seront publiées en cours de séance européenne et qui sont jugées plus fiables que celles de l'API.

Pour la semaine achevée le 18 août, les réserves de brut pourraient tout de même avoir reculé de 3,5 millions de barils, celles d'essence d'1,25 million de barils et les réserves de produits distillés pourraient rester stables, selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg.

B. Y.

Wilayas de l'est et du centre du pays

32 000 hectares de forêts ravagés par les feux

Les feux de forêts ont ravagé 32 000 ha dans les wilayas de l'est et du centre du pays durant la période allant du 1^{er} juin au 20 août, ont indiqué, mardi à Alger, des responsables du secteur.



32 000 ha de forêts ont été ravagés par des feux entre le 1^{er} juin et le 20 août, notamment dans l'est du pays qui représente 49% de la superficie forestière totale de l'Algérie estimée à 4 millions d'hectares (29 % à l'Ouest et le reste au Centre), a précisé Boumessaoud Abdelghani, directeur adjoint à la direction générale des forêts (DGF), lors d'une conférence de presse au Centre national d'information de la Protection civile.

La wilaya d'El Tarf arrive en tête des wilayas les plus touchées par les incendies, notamment le Parc national d'El Kala, a souligné le responsable.

Dans son bilan partiel, le

responsable a indiqué que 2 121 incendies ont été enregistrés avec une moyenne de 2 207 interventions, ajoutant que les services des forêts comptent 405 postes de contrôle encadrés par 1 000 agents de forêts, outre 481 équipes mobiles pour les interventions préliminaires, constituées de 2 500 agents.

La Protection civile a enregistré, durant la même période, près de 2 272 interventions au niveau des forêts et des maquis. Les grandes pertes ont été constatées dans les régions est et centre du pays à l'instar de Skikda, El Tarf, Béjaïa, Guelma, Tizi Ouzou, Annaba, Jijel, Sétif et Ain Defla.

Pour sa part, le chef de bureau des moyens opérationnels à la direction générale de la Protection civile, Benchikha Abdelhafid, a indiqué que «ses services agissent selon la campagne préventive contre les incendies en vue de réduire les dégâts humains et matériels, tout en appliquant les mesures de préventions, notamment en ce qui concerne le contrôle et la maintenance du matériel au niveau des 438 unités de la Protection civiles proches du milieu forestier, lesquelles ont été appuyées par 22 dispositifs ambulants».

S'agissant des problèmes auxquelles étaient confrontées les équipes de la

Protection civile, M. Benchikha a indiqué que «le premier problème enregistré était le manque senti en matière d'eau et l'absence de passages menant dans les lieux d'incendies. Le Même responsable a, en outre, souligné que les wilayas affectées ont bénéficié de l'appui des unités relevant des autres wilayas.

«225 incendies ont été recensés dans les wilayas d'El Taref, Skikda, Béjaïa, Jijel et Guelma» précise la même source qui ajoute que «les services de la Protection civile ont enregistré un recul en matière d'incendie durant les sept derniers jours».

F. L.

Selon El Hadi Ould Ali

Les structures de vacances et de loisirs exploitées rationnellement

Les structures dédiées aux vacances et loisirs juvéniles ont été exploitées rationnellement et de façon optimales cet été permettant ainsi la prise en charge de quelque 30 000 enfants à travers les wilayas côtières, a estimé, mardi à Béjaïa, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. «On n'a pas eu besoin de densifier. Mais on a dû exploiter de façon rationnelle et optimale toutes les infrastructures et structures dédiées aux vacances et loisirs de la jeunesse», a-t-il affirmé lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Béjaïa, mettant par ailleurs en exergue, l'amélioration simultanée des prestations des prises en charge accordées, notamment au plan des activités générales déployées ainsi que leur organisation. Ce succès, dira-t-il, est le

fruit de la coordination à tous les niveaux de responsabilité et de l'oeuvre de la commission nationale installée à cet effet et qui a permis d'encadrer, d'accompagner et de suivre toutes les mesures décidées de façon à accueillir le plus grand nombre d'enfants, notamment ceux issus des wilayas du Sud, des Hauts-Plateaux et des régions enclavées. Le ministre n'a pas manqué, à ce titre, de souligner, au-delà de l'accueil et des prestations assurées gracieusement par les pouvoirs publics, l'intérêt de ce dispositif de mobilité juvénile qui, à ses yeux, renforce le brassage, la solidarité, la fraternité et l'échange entre jeunes de toutes les wilayas.

A ce propos, M. Ould Ali n'a pas manqué d'évoquer les autres formules d'échange courantes dans le secteur,

dont particulièrement la mission des auberges de jeunes qui, durant cette année, ont accueilli pas moins de 20 000 jeunes. L'objectif est atteint, a-t-il assuré, en citant l'exemple de deux centres de vacances et de loisirs installés à Béjaïa et qui, de son point de vue, en sont la démonstration. Les structures de Melbou, à l'Est, et Béni Ksila, à l'Ouest, nichés dans un cadre à la fois maritime et verdoyant se sont révélées fort porteuses à tous égards.

Plus de 2 000 enfants, répartis en quatre sessions, ont été subjugués par leur séjour. Et le cas, visiblement, vaut pour les autres centres au nombre de huit qui, selon les responsables de la direction de la jeunesse et des sports, ont fait preuve de beaucoup de mérites.

F. K.

En prévision des premiers orages de fin d'été Prévention du risque d'inondations

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a donné des instructions visant à préparer un dispositif de prévention et d'intervention et ce, pour faire face au risque d'inondations en prévision des premiers orages de fin d'été, selon un communiqué du ministère.

En effet, M. Necib a exigé des directeurs des ressources en eau de wilaya, ainsi que des responsables des structures chargées de la gestion du service public de l'assainissement (ONA, Seaal, Seor, Seaco) de procéder à des actions d'entretien et de curage des réseaux d'assainissement et ouvrages annexes tels que les avaloirs, les déversoirs d'eaux pluviales, les déversoirs d'orages et les stations de relevage.

Il les a enjoint, en outre, de s'assurer du bon fonctionnement des équipements électriques, hydromécaniques et électromécaniques des stations de relevage.

Sur le plan organisationnel, le ministre a exhorté les gestionnaires du service public de l'assainissement à mobiliser les moyens d'intervention humains et matériels à même de faire face à d'éventuelles inondations.

«Il s'agit de renforcer l'astreinte, de mettre à jour l'inventaire des points noirs, d'identifier les sites pour le prépositionnement d'équipes d'intervention et de réactiver la taskforce de l'Office national de l'assainissement», a précisé la même source.

Ces actions entreprises pendant la saison estivale réduiront d'une façon significative, selon le ministère, les dégâts qui pourraient être occasionnés suite à des inondations provoquées par les premières pluies d'automne, caractérisées parfois par une forte intensité.

G. T.

Caravane Village Beach Club Ooredoo partage les joies de l'été avec les Algériens

Ooredoo, entreprise citoyenne, partage l'ambiance de l'été avec les Algériens et organise sa caravane Village Beach Club pour accompagner les estivants à travers plusieurs villes du littoral.

Cette caravane sillonne tout au long de la période estivale, les plages d'Alger, d'Oran, de Mostaganem et de Tlemcen en proposant des jeux, des activités sportives, des animations inédites ainsi que les différentes offres innovantes du monde Haya !.

Durant le passage du Village Beach Club, à Marsa Ben M'hidi (Wilaya de Tlemcen), les estivants ont pu rencontrer Rabah Madjer, ambassadeur de Ooredoo, venu partager des moments de convivialité avec ses admirateurs.

La légende du football algérien s'est prêtée au jeu des dédicaces et des selfies avec ses fans venus nombreux saluer leur idole.

Aussi, des espaces sont aménagés pour organiser des matchs de volley-ball, des spectacles musicaux et humoristiques, des jeux aquatiques et de nombreuses activités ludiques. Les visiteurs peuvent également bénéficier du Wifi gratuit pour rester connectés et échanger avec leurs proches et amis.

Au niveau d'un chapiteau dressé à chaque étape, Ooredoo présente ses différentes offres Haya ! et assure la vente de ses produits y compris le rechargement de crédit via le service Storm qui leur permet de gagner de nombreux cadeaux.

Par ailleurs, Ooredoo a lancé pour la saison estivale, une opération d'accueil au niveau de l'aéroport international d'Alger - Houari Boumediene en offrant aux voyageurs arrivants, notamment les touristes et les membres de la communauté algérienne installée à l'étranger, des cartes Sim Haya ! afin de leur permettre de rester connectés et de bénéficier des meilleurs forfaits Voix et Data de Ooredoo durant leurs vacances en Algérie.

Ces initiatives confirment, une fois de plus, la volonté de Ooredoo d'accompagner les Algériens durant leurs vacances et leurs déplacements en leur offrant des espaces de loisirs et des moments de détente avec leurs familles, proches et amis.

Communiqué

Durant les deux jours de l'Aïd El Adha

Les permanences médicales et paramédicales renforcées à Alger

Le directeur de la santé de la wilaya d'Alger, Mohamed Miraoui, a affirmé mardi que les permanences médicales, paramédicales et administratives seront renforcées au niveau des établissements et services hospitaliers de la wilaya d'Alger.

A l'approche de l'Aïd El Adha, les permanences médicales, paramédicales et administratives seront renforcées au niveau des établissements et services d'urgences de la wilaya d'Alger, a indiqué M. Miraoui dans une déclaration à l'APS, soulignant que les médicaments, les poches de sang et l'aménagement des parkings (ambulances) seront assurés pour faire face à d'éventuels accidents qui risqueraient de survenir durant ce jour de sacrifice.

Un plan sanitaire a été mis en place durant l'Aïd, a-t-il dit, en vue d'une prise en charge des malades pour lesquels des équipes médicales et paramédicales ont été intensifiées au niveau de plus de 80 établissements de santé dont 43 établissements publics de santé de proximité (Epsp) qui constituent la ceinture sanitaire de la capitale avec un service permanent (24h/24) et un système de rotation en vue de renforcer les services de santé et alléger la pression sur les centres hospitaliers universitaires (au nombre de cinq), les établissements hospitaliers privés (12) et les polycliniques à travers tout le territoire de la wilaya d'Alger au nombre de 12, a précisé M. Miraoui.

Dans le même contexte, le responsable a souligné que parmi les mesures médicales prises pour l'Aïd El Adha, le renforcement du stock de médicaments et des équipements de sang et d'oxygène, relevant qu'«un contrôle de ces établissements de santé aura lieu à travers les opérations d'inspections qu'effectue périodiquement la direction».



Composés de représentants des directions de la santé, du commerce et de l'agriculture, outre des vétérinaires, les bureaux d'hygiène œuvreront à travers toutes les communes d'Alger à intensifier les opérations de contrôle pendant les deux jours de l'Aïd et veilleront également au bon déroulement des opérations d'abatage au niveau des points réservés à cet effet, en vue de enquêter du respect des mesures sanitaires lors de telles opérations, mais aussi de déceler les kystes hydatiques, ajoute la même source.

S'agissant des pharmaciens permanenciers durant les deux jours de l'Aïd, le citoyen peut - selon M. Miraoui - consulter les tableaux de permanence au niveau de 48 wilaya sur les sites

électroniques de la direction de la santé de la wilaya d'Alger et du ministère de la Santé en vue de repérer la pharmacie la plus proche de son lieu de résidence.

«La wilaya d'Alger compte 900 pharmacies dont un nombre assure la permanence durant le week-end et les jours fériés», précise le même responsable qui a ajouté que «des mesures disciplinaires seront prises, conformément à la loi, à l'encontre des pharmaciens qui ne respectent pas le système de permanence».

Compagne de sensibilisation

Dans le cadre du plan préventif du ministère de la Santé, La direction de la santé de la wilaya d'Alger a lancé, depuis deux semaines, une

campagne de sensibilisation des dangers du kyste hydatique à travers les différents Epsp et les espaces publics en distribuant des dépliants au profit des citoyens. «Les efforts

de sensibilisation se poursuivront au niveau des mosquées à travers les affiches et le contact direct avec les familles ou par le biais de la radio locale».

K. L.

Camps de vacances

Des espaces qui renforcent la mobilité des jeunes

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a estimé, mardi à Jijel, que «les camps de vacances étaient des espaces qui renforcent la mobilité des jeunes et contribuent à l'interaction des expériences collectives d'échange et de découverte».

Au cours de son inspection du centre de vacances et des loisirs de Bordj Blida, dans la daïra d'Al Aouana, le ministre a valorisé les efforts déployés dans la prise en charge qualifiée d'excellente des enfants issus des wilayas du Sud du pays et des Hauts-Plateaux.

Il a, dans le même contexte, rappelé que 30 000 jeunes ont bénéficié de colonies de vacances pour la saison estivale 2017, à travers 13 wilayas côtières.

Mettant en exergue le bon encadrement des jeunes, hôtes de la wilaya de Jijel, M. Ould Ali a souligné l'apport de la mobilité de ces jeunes «dans la découverte de l'Algérie, ses régions et ses sites touristiques attrayants».

Selon les explications fournies au ministre, le centre de vacances de Bordj Blida a accueilli depuis le mois de juillet 932 jeunes répartis sur 4 sessions, réservées aux enfants issus des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

De nombreux enfants, issue de la wilaya de Biskra, qui passent pour la première fois des vacances à Jijel, dans le centre de vacances de Bordj Blida ont fait part à l'APS de leur satisfaction quant aux conditions de leur hébergement et leur prise en charge.

Le centre des vacances et des loisirs de Bordj Blida qui s'étend sur 8 ha est situé dans une zone forestière, non loin du parc animalier et est doté, entre autres, de chambres d'hébergement, d'un terrain de football, d'une salle de conférences, de salles de loisirs et d'un théâtre romain.

Le centre reçoit diverses équipes sportives pour les stages de préparation, a-t-on noté.

A l'issue de sa visite au centre de vacances et de loisirs de Bordj Blida, le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est dirigé vers la wilaya de Béjaïa pour une visite de travail.

Y. T.

Il prédit l'évolution des tumeurs cancéreuses

Développement d'un logiciel informatique à Oran

Le laboratoire de recherche en développement pharmaceutique de l'EHU 1^{er} Novembre d'Oran a réussi à développer un logiciel informatique qui permet la prédiction de l'évolution des tumeurs cancéreuses, a-t-on appris de son directeur.

Ce software qui fonctionne avec 13 algorithmes permet de recueillir des marqueurs pharmacocinétiques, issus de marqueurs biologiques transformés en marqueurs cinétiques et ensuite en marqueurs pharmacocinétiques, dans l'objectif d'assurer le suivi de cellules résiduelles (après les chirurgies) et récidivisme dans le cadre de l'apparition de métastases, a indiqué,

à l'APS, le Pr Toumi.

Il s'agit du Chadou cancer monitoring system (CMS) développé par le Dr Hassan Chadou. Un produit 100% algérien qui commence à susciter de l'intérêt à l'étranger, a expliqué le Pr Toumi, soulignant que le logiciel, récemment présenté à New York (mai 2017), a reçu un prix décerné par le département de Commerce américain.

Les résultats du projet Chadou CMS, entamé en 2015, ont été validés et le logiciel est toujours en amélioration, a fait savoir, pour sa part, le Dr Hassan Chadou. La prochaine étape sera la commercialisation du produit qui enferme plusieurs applications.

En plus d'aider les médecins dans le suivi biologique et thérapeutique du cancer, ce logiciel permet, en outre, de surveiller la fonction rénale et de détecter les interactions médicamenteuses qui peuvent être néfastes pour le malade, a noté le Dr Chadou.

Outre le suivi des tumeurs, ce logiciel peut jouer un rôle dans la numérisation des dossiers des patients, permettant ainsi de constituer des bases de données qui peuvent servir pour recueillir des déclarations sur les effets indésirables et tout ce qui concerne la pharmacovigilance, a-t-il ajouté.

R. O.



Bin El Kifan à Tissemsilt

Un véritable lieu de villégiature

Le site "Bin El kifan" situé sur les hauteurs des montagnes du Ouarsenis dans la commune de Bougaid, à 66 km à l'ouest de la wilaya de Tissemsilt, attire de nombreux visiteurs qui trouvent en ce lieu un espace propice pour fuir la chaleur estivale.

Les amoureux de la nature y affluent de toutes les régions avoisinantes notamment de Chlef, Aïn Defla, Relizane et Tiaret pour s'offrir une journée de détente et d'air pur.

Lieu de prédilection des randonneurs

Avec ses rochers surplombant les montagnes, cet espace naturel qui s'étend sur une superficie de 70 hectares et s'élève à plus de 1200 m d'altitude, demeure le lieu de prédilection des jeunes passionnés de randonnées.

Le jeune Rafik, membre de l'association «découvrir l'Algérie» de la wilaya de Chlef, dit qu'il se rend souvent sur le site «Bin El Kifan» en compagnie de ses amis et des membres de l'association, notamment les vendredis, pour fuir la chaleur estivale et respirer à plein poumons le bon air frais.

Kamel, originaire de Tiaret et un habitué du site, recommande vivement de visiter cet espace pour ses paysages naturels attractifs.

De l'avis des visiteurs, Bin el Kifan est un «véritable lieu de villégiature» qui draine de nombreux amateurs de photographie.

Des actions pour valoriser le site

La direction du Tourisme et de l'Artisanat a introduit, il y a deux ans de cela, le site «Bin el Kifan» dans le circuit touristique de la wilaya qui comprend également plusieurs zones et repères touristiques comme le parc national des sapins à Theniat el Had et les sources thermales de Sidi Slimane.

Elle a également mis en place un pro-



gramme spécial pour la valorisation de ce site touristique en coopération avec les offices de tourisme locaux et des associations culturelles et de jeunesse, qui prévoit des visites périodiques au profit des écoliers et des jeunes de tout le territoire national.

La direction du Tourisme compte doter cet endroit d'infrastructures nécessaires pour attirer davantage de visiteurs à travers la réalisation de structures touristiques (hôtels, auberges et piscines) outre la création d'une

agence touristique propre à cette région.

Dans le cadre du tourisme d'exploration, la direction entend réhabiliter et exploiter les corridors et les grottes situés dans la forêt.

La commune de Bougaid a proposé dans son plan de développement 2018, l'aménagement du circuit montagneux menant au site de «Bin El Kifan» et ce dans le cadre des efforts visant à valoriser et à promouvoir ce magnifique site touristique.

Demandeurs d'emploi à Souk Ahras

Des ateliers techniques pour valoriser les compétences

Les ateliers techniques organisés récemment par l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM) de Souk Ahras ont permis la valorisation et la qualification des compétences des demandeurs d'emploi, ont affirmé mardi des responsables de cette agence.

Ces ateliers, tenus dans les maisons de jeunes et des centres de formation professionnelle de la wilaya au profit des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'AWEM, ont permis à cette catégorie sociale de bénéficier d'un accompagnement devant optimiser ses chances pour décrocher un emploi, a-t-on précisé.

Les techniques d'établissement d'un Curriculum Vitae (CV), d'une demande de recherche d'un emploi et les méthodes d'entretien d'embauche dans des entreprises économiques sont les thèmes traités lors de cette formation encadrée par des conseillers de l'emploi, selon la même source.

Ces ateliers, ont expliqué les responsables de l'AWEM, ont été réservés au profit des diplômés universitaires et des promus des centres de formation professionnelle en plus des jeunes sans qualification, avant de relever que 250 jeunes ont bénéficié d'une formation relative aux méthodes de recherche d'un emploi, 240 ont été initiés aux techniques de préparation à l'entretien d'embauche, tandis que 195 autres ont été conviés à un atelier consacré aux méthodes d'établissement d'un CV.

L'agence de wilaya de l'emploi oeuvre également à rapprocher les promoteurs privés de cette région des demandeurs d'emploi en leur proposant des profils répondant aux besoins des entreprises et du marché local de l'emploi.

M. T.

Oran

L'hôtel de ville restauré en février prochain

Les travaux de restauration de l'hôtel de ville d'Oran seront achevés en février prochain, a-t-on appris mardi à l'occasion d'une visite d'inspection du wali d'Oran, Mouloud Cherifi. Cette opération porte sur la réhabilitation de la façade extérieure et de la toiture de l'hôtel de ville, a précisé le représentant du Bureau d'études compétent, Nassim Merad. A l'échéance indiquée, ce joyau architectural dont la construction remonte à la fin du 19ème siècle retrouvera sa façade «conforme à l'initiale», a-t-il souligné. Ce respon-

sable a également évoqué la possibilité de voir les travaux de réalisation, menés par l'entreprise algérienne «Hasnaoui Tarmim», s'achever avant les délais fixés.

Au cours de sa visite, le wali a pris connaissance de projets localisés dans l'environnement urbain de l'hôtel de ville, dont l'extension de la Place du 1er Novembre, et les études de restauration de biens culturels tels le Palais du Bey et la Mosquée Bacha remontant à la période ottomane. A l'issue de sa tournée, qui comprenait aussi d'autres édi-

fices à caractère historique comme le fort de Santa-Cruz (période espagnole), le chef de l'exécutif a notamment insisté sur «la conjugaison des efforts de tous les acteurs et partenaires du secteur culturel».

«La collaboration de toutes les bonnes volontés est nécessaire», a soutenu le wali en escomptant davantage d'intérêt de la part des opérateurs nationaux pour investir dans le domaine de la restauration du patrimoine.

H. Y.

Commune de Bouzeguène (Tizi-Ouzou)

Les villages seront alimentés à partir du barrage Tichy Haf

Les différents villages de la commune de Bouzeguène, à 70 km au sud-est de Tizi-Ouzou, seront alimentés en eau potable à partir du barrage de Tichy Haf dans la wilaya de Béjaïa, a-t-on appris mardi du directeur de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Tizi-Ouzou.

«Les instructions relatives au raccordement de cette partie de la wilaya de Tizi-Ouzou au barrage de Tichy Haf ont été données par le représentant du ministère des Ressources en eau qui s'est rendu à Bouzeguène en début de la semaine en cours en compagnie du wali pour tenter de trouver une solution au problème d'alimentation en eau potable posé avec acuité par la coordination des comités de villages de cette commune», a expliqué Amar Berzouk.

En attendant la concrétisation de ce projet qui apportera une solution définitive aux

pénuries du liquide précieux dans cette commune, l'ADE de Tizi-Ouzou a mobilisé douze camions citernes qui effectueront des rotations quotidiennes à travers les villages concernés pour apaiser la souffrance des populations locales durant le reste de l'été, a-t-il souligné.

Le directeur de l'unité ADE de Tizi-Ouzou a rappelé que les villages de Bouzeguène ont été alimentés auparavant à partir des forages réalisés sur l'Oued Boubhir et dont la capacité de production a été réduite à cause de manque de pluviométrie durant la saison hivernale écoulée.

Le problème d'alimentation en eau potable est posée dans plusieurs autres localités de la wilaya, notamment celle de la partie nord dont les villes côtières d'Azeffoun et Tizirt, d'où l'installation des commissions de veille à travers toutes les daïras, a-t-il

affirmé. Ces instances veillent à la bonne gestion de la ressource existante et à sa distribution équitable sur les villages en vue d'éviter les grandes pénuries et répondre aux requêtes des citoyens, a-t-il souligné.

M. Berzouk a tenu, cependant, à rassurer les clients de l'Algérienne des eaux sur la qualité de l'eau distribuée, affirmant que tous les examens biochimiques nécessaires sont effectués d'une manière permanente, pour détecter d'éventuelles contaminations, notamment avec la baisse du niveau du barrage de Taksebt, principale ressource hydrique de la wilaya. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer les points de distribution et de créer des brigades d'intervention au niveau des communes pour aboutir à une meilleure gestion de la ressource et des réseaux de distribution.

K. R.

CONFLITS ►►

Yémen

Des dizaines de morts dans des frappes aériennes

Au moins 30 Yéménites, dont des civils, ont été tués hier dans des frappes aériennes sur la capitale Sanaa au moment où l'alliance entre l'ex-président Ali Abdallah Saleh et les rebelles chiites houthis connaît de sérieuses fissures.



Les rebelles houthis pro-iraniens ont vite accusé l'aviation de la coalition arabe, menée par l'Arabie Saoudite, d'avoir lancé des raids et affirmé que toutes les victimes étaient des civils.

Un responsable d'une organisation humanitaire internationale, basé à Sanaa, a indiqué qu'au moins 30 Yéménites avaient péri dans ces raids, dont des civils.

Les frappes ont visé plusieurs endroits dans et aux alentours de la capitale et les opérations de secours ne sont pas terminées, a ajouté à l'AFP ce responsable, précisant que des civils «déplacés par la guerre figurent parmi les morts».

Le chef de la section du Croissant Rouge à Sanaa, Hussein al-Tawil, a affirmé à la presse que pas moins de 35 personnes avaient été tuées dans l'un de ces raids qui a frappé Arhab, localité située à la sortie nord de Sanaa.

«Nous avons envoyé six ambulances à Arhab où on a dégagé 35 corps. On a éva-

cué 13 blessés vers trois hôpitaux», a dit ce responsable dont l'organisation est liée aux Houthis qui contrôlent la capitale yéménite.

D'autres corps restent sous les décombres, a-t-il ajouté, alors que l'agence Saba, contrôlée par les rebelles, a fait état de 71 victimes, morts et blessés, en attribuant les raids à l'aviation de la coalition sous commandement saoudien qui soutient le gouvernement réfugié dans le Sud.

Cette même accusation a été portée par la chaîne de télévision rebelle Massira, qui a parlé d'une trentaine de morts.

Des témoins ont indiqué à l'AFP qu'un des raids avait visé un petit hôtel abritant des employés d'une ferme de qat, plante euphorisante largement consommée au Yémen.

En juin, 24 civils avaient été tués dans une frappe aérienne sur un marché dans un fief rebelle du nord du pays. Selon des témoins, ce marché servait de base au trafic transfrontalier de qat. Des sources

locales, dont des responsables médicaux, avaient attribué la frappe à la coalition arabe.

Tensions entre alliés

La coalition, qui intervient au Yémen depuis mars 2015 contre les rebelles, a été accusée à plusieurs reprises d'avoir visé par erreur des civils.

Elle a reconnu certaines erreurs dont un raid contre une cérémonie de deuil à Sanaa en octobre 2016 qui avait fait plus de 140 morts.

La guerre au Yémen oppose les Houthis, alliés aux forces loyales à l'ex-président Saleh, au camp progouvernemental du président Abd Rabbo Mansour Hadi, reconnu internationalement.

Depuis mars 2015, le conflit a fait quelque 8.400 morts et 48.000 blessés, dont de nombreux civils, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Une épidémie de choléra a en outre fait

quelque 2 000 morts et plusieurs régions de ce pays pauvre sont au bord de la famine.

Toutes les médiations de l'ONU et sept accords de cessez-le-feu ont échoué à mettre fin au conflit.

L'ONU s'est inquiétée vendredi de la multiplication des raids aériens de la coalition arabe.

«En 2017, le nombre de raids aériens par mois est trois fois supérieur à l'an dernier et les affrontements armés recensés chaque mois ont plus que doublé», a constaté le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Stephen O'Brien.

Les raids d'hier interviennent à la veille d'un rassemblement à hauts risques dans la capitale des partisans de l'ancien président Saleh, sur fond de graves désaccords avec leurs alliés houthis.

Les partisans de M. Saleh organisent ce rassemblement à l'occasion du 35^e anniversaire de leur parti, le Congrès populaire général.

Depuis plusieurs jours, des tensions sont signalées dans le camp rebelle et, selon des témoins, des partisans armés des Houthis et de l'ex-président se sont déployés à travers Sanaa.

Les Houthis soupçonnent M. Saleh de négocier avec la coalition derrière leur dos alors que l'ancien président les accuse de concentrer le pouvoir entre leurs mains.

AFP

Afghanistan

Cinq morts dans un attentat-suicide taliban

Un kamikaze taliban a tué cinq civils et en a blessé 25 autres dans un attentat dans le sud de l'Afghanistan hier, a indiqué un responsable local.

«Un kamikaze a fait exploser une voiture bourrée d'explosifs dans un parking près du principal QG de la police à Lashkar Gah», capitale du Helmand, a indiqué à l'AFP, Omar Zhwak, porte-parole du gouverneur de cette province productrice de pavot.

Agence

L'un des derniers bastions de Daech

Les forces irakiennes avancent vers le coeur de Tal Afar

Les forces irakiennes progressaient hier en direction du centre de la ville de Tal Afar, l'un des derniers bastions du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) en Irak, les humanitaires se préparant à voir affluer plus de civils fuyant les combats, selon les médias.

Mardi, au troisième jour d'une offensive des forces gouvernementales et paramilitaires soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, elles ont pour la première pénétré dans la ville coupée du monde depuis sa prise de contrôle par les terroristes en juin 2014.

Plus d'un mois après que Baghdad a annoncé la fin de neuf longs mois de combats meurtriers à Mossoul, la deuxième ville d'Irak, à 70 km à l'est de Tal Afar, l'offensive dans cette ville sera bien plus rapide, assurent les commandants sur le terrain.

Dès le premier jour, les unités

paramilitaires du Hachd al-Chaabi, dominé par des milices, annonçaient avoir repris avec l'armée et la police trois quartiers de Tal Afar. Al-Kifah, al-Nour et al-Askari, affirme le Hachd, sont désormais sous «contrôle total» des forces irakiennes.

Mercredi, troupes et blindés «sont entrés dans le quartier al-Kifah-Nord, l'entrée nord de la ville de Tal Afar, et se dirigent vers le centre de la ville», a indiqué Ahmed al-Assadi, porte-parole du Hachd al-Chaabi qui se trouve près de Tal Afar. «Toutes les lignes de défense de l'EI en dehors de la ville ont été brisées et les troupes avancent depuis toutes les directions vers les quartiers de l'intérieur de la ville», a-t-il ajouté.

Mais, comme lors de chacune des batailles qu'ils ont menées, les terroristes en recul tentent d'infliger pertes et dégâts aux troupes et aux blindés irakiens.

A Tal Afar, comme à Mossoul et dans d'autres villes précédemment, ils lancent des «kamikazes» à bord de voitures piégées sur les convois militaires, rapportent les commandants sur le terrain. Dans les alentours de Tal Afar, les forces irakiennes ont également affirmé avoir mis au jour des réseaux de tunnels utilisés par les terroristes pour surprendre les troupes ou se ménager des issues.

Pour tenter de parer à ces attaques surprises, dans la nuit, les forces irakiennes ont fait appel aux civils, lançant sur la ville des tracts les exhortant à marquer les maisons où se trouvent des terroristes.

Pris entre les deux feux, «30 000 civils sont coincés» à Tal Afar, pilonnée par les avions irakiens et de la coalition depuis des semaines et depuis dimanche par d'intenses tirs d'artillerie.

Et face à cette offensive, les

terroristes pourraient se servir des familles encore dans la ville comme de boucliers humains, a prévenu le Haut commissariat aux réfugiés (HCR). Quant à ceux qui tenteraient de fuir, ils pourraient être tués, a ajouté le porte-parole des Nations unies, Stéphane Dujarric.

ONU et humanitaires s'activent à mettre en place des sites d'accueil pour les déplacés qui «fuiet à travers des zones désertiques sous des températures moyennes de 43 degrés, parfois pendant plus de 10 h, ce qui engendre d'importants risques de déshydratation sévère», affirmait récemment dans un communiqué, Viren Falcao, du Danish Refugee Council (DRC).

Lors d'une offensive fulgurante en 2014, l'EI s'était emparé de près d'un tiers de l'Irak, mais il a ensuite perdu beaucoup de terrain.

Mais cette organisation terro-

riste, également en perte de vitesse en Syrie, parvient encore à frapper. Elle a revendiqué la semaine dernière les attentats meurtriers en Espagne et en Russie.

La bataille de Tal Afar est une étape importante dans l'offensive antiterroriste, tant en Irak qu'en Syrie voisine où l'EI est également la cible de multiples assauts.

La reprise de la ville, assurent autorités irakiennes et coalition internationale, rendrait encore plus difficile tout passage d'armes et de terroristes entre les deux pays.

L'EI ne tient plus désormais dans le Nord qu'une partie de Tal Afar et Hawija, plus au Sud. Il est aussi présent dans la vaste et désertique province occidentale d'Al-Anbar, où il contrôle plusieurs zones le long de la frontière syrienne, notamment celle d'Al-Qaïm.

R. N.

Égypte

Arrestation de 12 membres d'un réseau de trafic d'organes

Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé mardi l'arrestation de 12 personnes, dont des médecins, faisant partie d'un "grand réseau spécialisé dans le trafic d'organes".



Selon les Nations unies, des centaines d'Égyptiens pauvres vendent leurs organes chaque année pour acheter de quoi vivre

ou rembourser leurs dettes.

Le réseau "avait conclu un accord avec des Égyptiens pour le transfert de leurs organes à des patients étrangers en échange

d'importantes sommes d'argent", affirme le ministère.

Parmi les personnes arrêtées figurent trois médecins, quatre infirmières, trois employés d'hôpital

et deux intermédiaires, a indiqué le ministère.

Certaines ont été arrêtées "alors qu'elles étaient en train d'opérer un homme pour lui prélever un rein et une partie du foie dans un hôpital privé" du gouvernorat de Gizeh, au sud du Caire, en échange de 10.000 dollars (8.500 EUR), a précisé le ministère.

L'hôpital a été fermé et une enquête a été ouverte, ajoute le texte sans préciser quand les arrestations avaient eu lieu.

Le Parlement égyptien avait voté une loi en 2010 interdisant le commerce des organes humains, de même que les transplantations entre Égyptiens et étrangers, sauf dans le cas de couples mariés.

Le coordinateur de l'Organisation mondiale de la Santé de l'époque, Luc Noël, avait affirmé que l'Égypte figurait parmi les cinq premiers pays en termes de trafic illégal d'organes.

Les autorités égyptiennes avaient annoncé en décembre 2016 l'arrestation de 25 personnes dont des professeurs d'université, des professionnels de la santé, des propriétaires de centres médicaux et des intermédiaires dans le cadre du démantèlement d'un réseau international soupçonné d'avoir organisé un trafic d'organes humains prélevés sur des Égyptiens vivant dans une extrême pauvreté.

AFP

Niger

1 an de prison pour 3 policiers après des violences sur un étudiant

Trois policiers nigériens ont été condamnés mardi à un an de prison ferme pour avoir battu un étudiant lors d'une manifestation réprimée mi-avril sur le campus universitaire de Niamey, a-t-on appris de source judiciaire.

"Les trois policiers ont été reconnus coupables de +coups et blessures avec préméditation+ et condamnés à un an de prison ferme", a indiqué à l'AFP une source judiciaire peu après le verdict. Les trois policiers, membres de la brigade anti-émeute, doivent également verser 15

millions de francs CFA (environ 23.000 euros) de dommages et intérêts à la victime.

Lors d'une manifestation d'étudiants violemment réprimée le 10 avril, ces trois policiers ont été filmés à l'arrière d'un pick-up en train de matraquer la victime qu'ils avaient interpellée. La vidéo abondamment diffusée sur les réseaux sociaux a provoqué une vive pression populaire, poussant la police à remettre ses trois hommes à la justice.

A Niamey, les étudiants avaient lancé le 10 avril un important mouvement de protestation

pour réclamer de meilleures conditions de vie et d'études, qui a conduit à des affrontements avec les forces de l'ordre et à la fermeture pendant plusieurs jours du campus.

Un étudiant y avait trouvé la mort, après avoir été mortellement atteint à la tête par un tir d'un gendarme, selon les conclusions d'une enquête indépendante publiée jeudi dernier. Quelque 109 personnes avaient été blessées lors des heurts dont 88 manifestants et 21 policiers.

AFP

RDC

Les médecins en passe de basculer dans la "grève totale"

Les médecins, en grève depuis le mois de mai dernier en République démocratique du Congo, envisagent de passer du service minimum à la grève totale. Ils accusent le gouvernement de mauvaise foi dans la prise en compte de leurs revendications.

Les hommes en blouse blanche, qui se sont mis en "service minimum" depuis mai dernier en RDC, dénoncent ce qu'ils appellent la "mauvaise foi" du gouvernement qui, jugent-ils, accorde peu d'intérêt aux

revendications sociales des médecins.

Malgré les nombreuses négociations qui ont mis face à face les deux parties, le dialogue n'aboutit pas. "La situation du médecin, et en particulier des agents fonctionnaires de l'État de la République démocratique du Congo, est terriblement compliquée. Les gens n'arrivent pas à payer leur loyer, ils n'arrivent pas à faire étudier leurs enfants", dénonce le docteur Mankoyi Badjoki, secrétaire général du Syndicat national des médecins

(Synaméd), la plus importante organisation syndicale des médecins de RDC.

La crispation est telle que l'autre organisation, le Syndicat des médecins de la RD-Congo (Syméco) va sans doute rallier le mouvement de grève, dont les modalités devraient être renforcées. "Dans le cas de nos affiliés, tous vont rentrer en grève radicale d'ici une semaine si le gouvernement ne répond pas à nos revendications", prévient le docteur Benjamin Bola, secrétaire exécutif du Syméco pour la

ville de Kinshasa.

Les médecins, de même que les magistrats et les professeurs de l'université de Kinshasa, devaient également faire une déclaration commune ce mardi 22 août pour dénoncer la situation sociale dans laquelle ils vivent.

Parmi les revendications des médecins qui suivent actuellement le mouvement de grève, le Synamed pointe notamment au rang des "préoccupations urgentes", la "révision du barème de rémunération des méde-

cins, au regard de la dépréciation de la monnaie face aux autres devises" ainsi que la "réintégration des médecins injustement élagués des listes de paie depuis un an ou 6 mois". Le Synamed réclame également, dans un texte datant du 3 juin dernier, la poursuite du "processus de la bancarisation de la paie des médecins" et "l'amélioration des conditions socio-professionnelles des médecins, spécialement dans les zones à risque".

RFI

Guinée

Au moins 8 morts dans l'éboulement d'une décharge après de fortes pluies

■ Au moins huit personnes sont mortes et de nombreuses autres ont été blessées mardi en Guinée dans un éboulement d'une décharge dans la banlieue de la capitale, Conakry, selon la police et un journaliste de l'AFP.

"Cinq corps, dont ceux de deux enfants, ont été sortis des décombres" puis transportés dans une morgue de Conakry, a déclaré à l'AFP un responsable de la police, Boubacar Kassé. Trois autres corps ont ensuite été extraits des décombres, a rapporté le journaliste de l'AFP.

Des dizaines de blessés ont été évacués pour subir des soins, selon des sources de sécurité, après cet éboulement survenu à Hamdallaï, un quartier de la commune de Ratoma, dans la banlieue de Conakry, à la suite de fortes pluies depuis une semaine à Conakry.

"La décharge est tombée sur trois maisons. Il y a encore beaucoup de personnes sous les décombres qu'il faut sauver à tout prix. Il faut envoyer des machines. Le terrain est difficile d'accès", a indiqué le commissaire Kassé, directeur de la Sûreté urbaine de Conakry.

Les forces de l'ordre étaient déployées en nombre dans la zone de la catastrophe où les secouristes s'activaient pour rechercher des rescapés, selon le journaliste de l'AFP. Deux personnes piégées dans les décombres ont été extraites vivantes par les secouristes.

Cet éboulement survient après les glissements de terrains et les coulées de boue qui ont fait 499 morts à Freetown et détruit des quartiers de la capitale sierra-léonaise dans la nuit du 13 au 14 août.

Agence

Les accidents de navires de guerre américains réveillent le spectre d'une cyberattaque

Des navires de guerre américains ont été victimes d'une série d'incidents ces derniers temps en Asie, dont une nouvelle collision meurtrière cette semaine au large de Singapour, ce qui oblige l'US Navy à se demander si elle pourrait être victime de cyberattaques.

Certains spécialistes jugent improbable que des personnes ou entités puissent orchestrer un tel accident, compte tenu des systèmes de sécurité américains et de la logistique qu'il faudrait déployer pour faire converger deux navires. Mais pour d'autres, il n'est pas satisfaisant d'imputer la série noire à l'erreur humaine ou à la coïncidence. Le destroyer USS John S. McCain

est entré en collision avec un pétrolier lundi alors qu'il faisait route vers Singapour pour une halte de routine.

Dix marins ont été portés disparus et cinq ont été blessés avant que l'US Navy n'annonce mardi que les débris de certains avaient été retrouvés par les plongeurs.

Le chef des opérations de la marine américaine, l'amiral John Richardson, n'a pas exclu lundi qu'un facteur extérieur ou une cyberattaque puissent expliquer l'accident, tout en soulignant qu'il ne voulait pas préjuger des résultats de l'enquête.

«Nous envisageons toutes les possibilités», a-t-il déclaré. «Comme nous l'avons fait avec le Fitzgerald».

Deux mois auparavant, le 17 juin, sept marins avaient péri dans un accident entre le destroyer USS Fitzgerald et un porte-conteneurs au large du Japon.

Deux autres incidents, davantage passés inaperçus, sont survenus cette année dans le Pacifique. En janvier, l'USS Antietam s'est échoué près de sa base japonaise et en mai l'USS Lake Champlain est entré en collision avec un navire de pêche sud-coréen. Il n'y a pas eu de victimes.

'Aucune piste écartée'

L'amiral Scott Swift, commandant de la flotte Pacifique, s'est refusé à exclure un acte de sabotage s'agissant de l'accident de lundi, soulignant que toutes les hypo-



thèses étaient à l'étude.

«Nous n'écartons aucune piste», a-t-il dit, comme on l'interrogeait sur la possibilité d'une cyberattaque.

Les analystes sont partagés à ce sujet. Certains estiment que les équipages pourraient tout simplement être surmenés à cause de la myriade de tâches qu'ils mènent dans la région. Ils soulignent aussi que la navigation est délicate dans ces mers sillonnées par les navires marchands.

D'autres jugent que quelque chose de plus sinistre pourrait être à l'oeuvre.

Itar Glick, chef de l'entreprise de cybersécurité Votiro, établie en Israël, estime possible que les systèmes GPS des bâtiments américains aient été sabotés en vue de

provoquer des erreurs de calcul dans les positions.

«Je crois que des pirates pourraient tenter de le faire. Et s'ils sont soutenus par un Etat, ils pourraient disposer des ressources nécessaires pour organiser ce type d'attaque», dit-il à l'AFP.

M. Glick, qui indique avoir travaillé pour les renseignements israéliens, juge que la Chine et la Corée du Nord seraient alors les coupables les plus vraisemblables.

Les tensions entre Pyongyang et Washington sont à des sommets alors que la Corée du Nord avance à grand pas dans ses programmes nucléaire et balistique.

Le Nord a été soupçonné dans une série de cyberattaques récentes, y compris le piratage de Sony Pictures en 2014 et le vol de

millions de dollars à la banque centrale du Bangladesh.

Brouillage

Les Etats-Unis ont maintes fois accusé Pékin de cyberattaques contre des entreprises américaines, en particulier à des fins d'espionnage industriel. La Chine se dit elle-même victime de tels opérations. M. Glick évoque un incident apparent de brouillage GPS à grande échelle survenu en juin en mer Noire, durant lequel les systèmes d'une vingtaine de navires ont été perturbés.

Jeffery Stutzman, directeur des opérations de renseignement de la société américaine de cybersécurité Wapack Labs, explique à l'AFP qu'il pense «entièrement possible» qu'une cyberattaque ait provoqué la dernière collision.

«Je serais très étonné s'il s'agissait d'un cas d'erreur humaine, pour la quatrième fois consécutive». Toutefois, d'autres doutent d'un tel scénario. D'après Zachary Fryer-Biggs, du consultant Jane's by IHS Markit, même si une anomalie survenait sur le système GPS d'un navire, d'autres mécanismes de sécurité sont là normalement pour prendre le relais, comme les tours de garde. «La collision ne peut survenir qu'en cas d'échec de plusieurs autres mécanismes». Daniel Paul Goetz, de la société américaine Lantium, renchérit, expliquant qu'il serait compliqué de provoquer un accident car cela supposerait de connaître la localisation et la vitesse exactes des deux vaisseaux en cause.

M. Goetz met aussi en exergue la sophistication des équipements américains. «L'armée US se sert d'un système GPS hautement sécurisé, hautement codé. Les risques de voir quelqu'un s'emparer du contrôle d'un bâtiment de guerre sont proches de zéro».

AFP

L'US Navy va démettre le commandant de la 7^e Flotte après l'accident d'un destroyer

Le commandant de la 7^e Flotte de l'US Navy va être relevé de ses fonctions après la collision meurtrière entre un destroyer et un navire marchand, la deuxième en peu de temps, dans laquelle dix marins américains sont portés disparus, a annoncé mardi un responsable de la Défense.

La décision de démettre le vice-amiral Joseph Aucoin de son poste au Japon intervient alors que la Navy a décidé de lancer une vaste enquête après la collision lundi entre le destroyer lance-missiles USS John S. McCain et un pétrolier battant pavillon du Liberia dans le détroit de Singapour. Outre les dix marins américains disparus, cinq ont été légèrement blessés. Il s'agissait de la deuxième collision impliquant un navire de guerre américain en deux mois et du quatrième accident dans le Pacifique impliquant un navire de guerre américain depuis le début de l'année.

Le 17 juin, sept marins avaient péri dans un accident entre le destroyer USS Fitzgerald, appartenant également à la 7^e Flotte, et un porte-conteneurs battant pavillon philippin, au large de la ville japonaise de Yokosuka. Ces incidents ont soulevé des questions sur une éventuelle surexploitation des ressources de l'US Navy en Asie. Le dernier accident en date s'est produit avant l'aube lundi dans un couloir maritime très fréquenté. La collision a causé une voie d'eau dans la coque du navire américain.

Une importante opération de secours mobilisant des vaisseaux et des avions de trois pays (Singapour, Malaisie, Etats-Unis) a été engagée. Les plongeurs ont localisé des restes humains dans les compartiments inondés du navire accidenté, a annoncé mardi l'amiral Scott Swift, commandant de la Flotte américaine du Pacifique. Le chef des opérations de la marine américaine, l'amiral John Richardson, a annoncé lundi «une pause opérationnelle de toutes nos flottes dans le monde entier» pour passer en revue les procédures de sécurité et les règles de base. Au-delà, le secrétaire à la Défense Jim Mattis a promis une «enquête approfondie» du Pentagone «sur tous les accidents» pour examiner «tous les facteurs».

AFP

Trump défend sa réponse aux violences de Charlottesville

Entouré de plusieurs milliers de ses partisans, Donald Trump a défendu mardi à Phoenix dans l'Arizona les propos qu'il a tenus en réponse aux violences survenues il y a dix jours à Charlottesville en Virginie lors d'un rassemblement de suprémacistes blancs.

Des partisans de Trump ont attendu des heures pour assister au meeting du président au Phoenix Convention Center. Beaucoup portaient la casquette rouge avec le slogan «Make America Great Again», quand d'autres scandaient «Construisez le mur».

A l'extérieur de la salle, des manifestants anti-Trump criaient «Honte, honte, honte» ou «Pas de Trump, pas de KKK, pas de fascistes aux Etats-Unis».

La police de Phoenix a annoncé avoir eu recours à du gaz poivre pour disperser des manifestants anti-Trump qui jetaient des pierres et des bouteilles. Quatre personnes ont été arrêtées, dont trois pour agression.

Devant un public qui lui était acquis, le président des Etats-Unis a déclaré que ses propos, après le rassemblement de Charlottesville qui a fait un mort le 12 août dernier, avaient été «parfaits».

«Je n'ai pas dit que je vous aimais parce que vous êtes noirs, ou que je vous aimais parce que vous êtes blancs», a-t-il déclaré. «J'aime tous les habitants de notre pays»

Le président a chauffé la foule en critiquant les journalistes qui, a-t-il dit, n'ont pas rapporté ce qu'il avait dit.

«(Les journalistes) sont des gens malhonnêtes. Ils sont mauvais. Je pense vraiment qu'ils n'aiment pas notre pays (...) Les seules personnes qui donnent la parole à ces groupes de haine sont les journalistes», a-t-il poursuivi.

Dans la foule, de nombreuses personnes ont tourné la tête et montré les journalistes. «CNN, ça craint», criaient certains.

Donald Trump a promis à ses partisans qu'il construirait le mur entre le Mexique et les Etats-Unis, quitte à «faire tomber le gouvernement». «Même si vous devez faire tomber le gouvernement, nous construirons ce mur (...) Nous aurons notre mur.», a-t-il dit.

Le chef de la Maison blanche a également une nouvelle fois suggéré qu'il pourrait gracier un ancien shérif du comté de Maricopa dans l'Arizona. Ce shérif, Joe Arpaio, est âgé de 85 ans. Il a été condamné le mois dernier pour ne pas avoir respecté une décision judiciaire de 2011 qui l'obligeait à faire cesser les patrouilles anti-immigrants qu'il avait mises en place ainsi que des mesures de profilage racial qui lui étaient imputées.

«Est-ce que les gens dans cette salle aiment le shérif Joe ?», a lancé Donald Trump suscitant des applaudissements nourris et des

: «Graciez Joe!».

«Est-ce que le shérif Joe a été condamné pour avoir fait son travail?», a demandé le président qui a toutefois dit qu'il ne ferait rien dans l'immédiat. «Je ne veux pas causer de controverse», a fait valoir Donald Trump.

Le rassemblement de Charlottesville, organisé pour protester contre le déboulonnage d'une statue du général confédéré Robert E. Lee, avait attiré des membres du Ku Klux Klan, des néo-nazis et des suprémacistes blancs ainsi que des contre-manifestants de sensibilité progressiste. La situation a rapidement dégénéré. Une voiture conduite par un suprémaciste blanc a foncé sur les contre-manifestants, tuant une femme de 32 ans.

Le président a été très critiqué, jusque dans les rangs républicains, pour avoir renvoyé dos-à-dos les deux camps et ne pas avoir suffisamment condamné, selon ses détracteurs, les suprémacistes blancs de Charlottesville. Mardi, le conseil municipal de Charlottesville a décidé à l'unanimité de couvrir de tissu noir deux statues de héros confédérés sudistes, du général Robert E. Lee, et de Thomas «Stonewall» Jackson, en signe de deuil et en raison d'un recours pendant en justice contre la décision de la municipalité de déboulonner la statue du général Lee.

Reuters

Afghanistan

La pression de Trump sur le Pakistan, une arme à double tranchant

La nouvelle stratégie de Donald Trump pour gagner en Afghanistan reprend de vieilles recettes militaires, mais le président américain a aussi pris un risque diplomatique à double tranchant en critiquant ouvertement le Pakistan, puissance nucléaire à l'équilibre fragile.

Le territoire pakistanais «est souvent un refuge pour les agents du chaos, de la violence et de la terreur», a-t-il dénoncé sans détours lundi. Le Pakistan a «beaucoup à perdre s'il continue à abriter des criminels et des terroristes», déstabilisant l'Afghanistan voisin, a-t-il martelé. «Cela va changer immédiatement!»

Ce n'est pas la première fois que Washington met la pression sur Islamabad, jugé trop tendre vis-à-vis du réseau Haqqani, allié des talibans afghans et considéré comme lié aux services secrets pakistanais.

Mais «de la part d'un président, c'était le discours le plus dur jamais entendu», souligne Sadanand Dhume, chercheur au cercle de réflexion conservateur American Enterprise Institute.

Le Pakistan, qui avait pris les devants en assurant dès lundi n'abriter plus «aucune structure organisée d'aucun groupe terroriste», a protesté mardi contre des critiques «décevantes».

La Chine a elle vigoureusement pris la défense de son allié stratégique, estimant que «la communauté internationale devrait entièrement soutenir les efforts du Pakistan», ce qui laisse entrevoir de nouvelles tensions régionales si les Etats-Unis devaient confirmer dans les actes ce durcissement.

«Il faudra voir sur quoi va déboucher cette nouvelle tentative pour faire pression sur le Pakistan au cours des prochaines années», disent les analystes du Soufan Group, une agence de consultants en sécurité et renseignement, rappelant que les précédentes administrations américaines ont déjà essayé.

Surtout, les experts attendent de savoir quelles mesures seront prises si Islamabad rechigne à se plier à la pression américaine.

Sadanand Dhume énumère une palette



d'options, qui vont d'une réduction de l'aide militaire américaine à des sanctions visant des sociétés ou personnes liées à l'armée pakistanaise. Les Etats-Unis pourraient aussi retirer au Pakistan son statut d'allié majeur non-membre de l'Otan», octroyé par George W. Bush en 2004 lorsque Washington pensait «pouvoir vraiment travailler avec Islamabad», ajoute ce chercheur.

«Nous avons quelques moyens de pression», a prévenu mardi le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, «toutes ces choses sont sur la table».

Il a refusé de dire si cela pouvait aussi se traduire par des frappes américaines au Pakistan. «Nous allons attaquer les terroristes où qu'ils se trouvent», a-t-il toutefois assuré.

Carte indienne

Mais James Jeffrey, du Washington Institute of Near East Policy, redoute que la marge de manoeuvre des Etats-Unis soit en réalité très réduite, d'autant que l'armée américaine dépend du Pakistan côté logistique. «Il

n'y a pas vraiment de moyens de faire pression sur le Pakistan», qui renoncera difficilement à soutenir le réseau Haqqani et les talibans, prévient cet ex-diplomate.

Donald Trump a certes sorti lundi la carte indienne, en louant les efforts de l'Inde et en l'appelant à intervenir encore davantage en Afghanistan «sans prendre trop de précautions pour ne pas froisser le Pakistan», relève Sadanand Dhume.

Cela peut servir de levier sur Islamabad, parce que «le Pakistan ne veut certainement pas que l'Afghanistan s'effondre mais il ne veut pas davantage d'un gouvernement afghan trop proche de New Delhi», selon un ancien haut responsable du Pentagone, Seth Jones, du groupe de réflexion RAND Corporation.

C'est aussi un jeu dangereux. Si les tensions régionales sont attisées, l'Inde et le Pakistan, déjà engagés dans un bras de fer permanent autour notamment du sort du Cachemire, pourraient basculer dans une guerre nucléaire, prévient James Jeffrey.

Cet analyste craint avant tout une déstabilisation du pouvoir pakistanais qui serait catastrophique, avec le risque «que des armes nucléaires tombent entre les mains d'une organisation terroriste» ou qu'un groupe assimilé aux talibans «prenne le contrôle de ce pays» musulman de près de 200 millions d'habitants.

«C'est une inquiétude», a reconnu Rex Tillerson, tout en assurant que la stabilité du Pakistan était dans l'intérêt des Américains et des pays de la région. Pour James Jeffrey, le problème de la stratégie de Donald Trump est son objectif affiché de «victoire» en Afghanistan, car «personne ne peut l'atteindre». Selon lui, le statu quo est en revanche possible: les autorités pakistanaises vont continuer de contenir «l'impact stratégique» des groupes jihadistes car elles n'ont pas intérêt à voir les Etats-Unis se retirer totalement et les talibans prendre le pouvoir à Kaboul.

AFP

Venezuela

Maduro veut faire arrêter l'ex-procureure en fuite

■ Le Venezuela va lancer un mandat d'arrêt international contre l'ex-procureure générale Luisa Ortega, devenue une des principales opposantes au président Nicolas Maduro et en fuite vers le Brésil après une étape en Colombie, a annoncé mardi le chef de l'Etat.

«Le Venezuela va solliciter auprès d'Interpol une notice rouge contre ces personnes impliquées dans des délits graves», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Il faisait référence à Mme Ortega et à son mari German Ferrer, député chaviste (du nom d'Hugo Chavez qui fut président de 1999 à sa mort en 2013 et le mentor de Nicolas Maduro) passé à l'opposition.

«Tu marches avec l'oligarchie colombienne, avec les putschistes brésiliens. Dis-moi avec qui tu marches et je te dirai qui tu es», a lancé le dirigeant socialiste à l'attention de l'ex-procureure.

M. Maduro a également demandé l'aide du pape François pour dialoguer avec l'opposition et lutter contre la «menace militaire» des Etats-Unis, qu'il accuse de vouloir fomenter un coup d'Etat.

«Que le pape nous aide à un dialogue respectueux, à (atteindre) la vérité, que le pape nous aide à empêcher (le président américain Donald) Trump de lancer ses troupes et d'envahir le Venezuela. Je demande au pape son

aide contre la menace militaire des Etats-Unis», a-t-il dit.

Isolé sur la scène internationale, le président a toutefois rappelé qu'il compte encore un allié de poids: la Russie.

«Le Venezuela a le soutien de la Russie, plein, total, absolu», a-t-il affirmé, annonçant une prochaine réunion à Moscou avec son homologue Vladimir Poutine, qu'il a qualifié d'«homme de paix», afin de «continuer à renforcer l'accord de coopération militaire».

'Bogota, Cain de l'Amérique'

Luisa Ortega, qui n'a cessé de dénoncer la radicalisation du gouvernement vénézuélien ces derniers mois, a fui vendredi son pays où elle s'estime victime de «persécution politique», se rendant d'abord en Colombie.

Mardi, elle «est partie pour le Brésil», a déclaré le service colombien de Migrations dans un communiqué, sans préciser si son mari était avec elle.

Accompagnée de son époux, l'ex-procureure était arrivée le 19 août à Bogota sur un vol privé, bravant l'interdiction qui lui était faite de sortir du territoire vénézuélien.

«Si elle demande l'asile (en Colombie), nous le lui accorderons», avait promis le président Juan Manuel Santos.

Ancienne chaviste devenue dissidente,

l'ex-procureure, âgée de 59 ans, a été démise de ses fonctions le 5 août par la toute nouvelle Assemblée constituante acquise au chef de l'Etat.

Son époux, accusé de corruption par le gouvernement, risquait d'être arrêté après avoir été privé jeudi de son immunité parlementaire par l'Assemblée constituante.

Dotée de super-pouvoirs, cette assemblée s'est également attribuée vendredi l'essentiel des pouvoirs du Parlement, seule institution contrôlée par l'opposition.

«Bogota est devenu le centre de la conspiration contre la démocratie et la paix au Venezuela. Honte historique au «Cain de l'Amérique» !», a lancé sur Twitter le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Jorge Arreaza, en référence à celui qui dans la Bible et le Coran tue son frère cadet Abel.

D'autres juristes ont fui

L'important quotidien brésilien O Globo a indiqué qu'un important dispositif de sécurité était préparé pour «protéger l'ex-procureure générale» au Brésil, où elle doit participer à une rencontre de procureurs de la région.

Le Chili a lui annoncé accorder l'asile diplomatique à cinq autres juristes vénézuéliens, membres de l'opposition et réfugiés dans son ambassade à Caracas.

Ils faisaient partie des 33 juristes nommés à la Cour suprême par le Parlement dominé par l'opposition, mais menacés d'arrestation par le gouvernement. Cinq autres juristes ont eux rejoint la Colombie.

M. Maduro en personne s'en est pris dimanche à l'ex-procureure, à laquelle il a reproché d'avoir bloqué des enquêtes sur des cas présumés de corruption dont il avait ordonné l'ouverture.

Deux jours plus tôt, elle l'avait accusé d'être impliqué dans le vaste scandale de corruption autour de l'entreprise brésilienne de BTP Odebrecht, affirmant détenir des preuves.

Nicolas Maduro, élu en 2013 et dont le mandat s'achève début 2019, est confronté depuis début avril à une vague de manifestations pour exiger son départ qui ont fait 125 morts, sur fond de naufrage économique.

Onze pays d'Amérique latine et le Canada ont récemment condamné la «rupture démocratique» au Venezuela, s'ajoutant aux critiques de Washington, de l'ONU et de l'Union européenne. Mais jusqu'à présent le président est resté sourd aux pressions venues de l'étranger.

AFP

La plupart sont d'origine haïtienne

Le Canada surpris par un afflux de demandeurs d'asile

Quelques dizaines de militaires s'activent à assembler des plateformes en bois à la frontière canado-américaine, au sud de Montréal, où un nouveau campement va accueillir une vague de migrants en provenance des Etats-Unis.

Sur des terrains adjacents, des enfants courent entre les rangées de tentes couleur kaki déjà installées. Leurs parents, des demandeurs d'asile, attendent que les services frontaliers examinent leur dossier avant de pouvoir rejoindre l'un des centres d'hébergement temporaire de Montréal.

Comme chaque jour, des bus scolaires jaunes déposent des dizaines de personnes et leurs valises devant les bureaux des services frontaliers canadiens, à un jet de pierre de la frontière.

Ces migrants viennent d'être interpellés près d'une petite route sur la frontière, à quelques kilomètres du point d'entrée officiel au Canada de Saint-Bernard-de-Lacolle. Les



autorités sur place empêchent tout contact des médias avec les nouveaux arrivants. La plupart sont d'origine haïtienne et fuient les Etats-Unis avant la perte prévue en fin d'année d'un statut de protection temporaire accordé à près de 60.000 Haïtiens après le séisme de 2010.

Leur nombre est en constante augmentation depuis le début de l'été. De 400 en mai, ils sont maintenant 3.800 depuis le début du mois d'août à avoir franchi la frontière à des points de passage non-officiels. En vertu d'un accord canado-américain, les demandeurs d'asile doivent déposer leur demande dans leur pays d'arrivée. Mais cette règle ne s'applique pas à ceux réussissant à atteindre le Canada en évitant les postes-frontières.

Plus de 800 kilomètres de frontière entre la province francophone du Québec et les Etats-Unis ne sont «pas contrôlés», explique à l'AFP Camille Habel, porte-parole de la

Gendarmerie royale du Canada. Franchir la frontière en situation irrégulière, souvent dans des zones boisées, assure aux nouveaux arrivants que leur demande d'asile sera examinée. Débordés par cette forte augmentation du nombre d'arrivants, les services frontaliers canadiens ont appelé l'armée en renfort la semaine dernière. Celle-ci a depuis érigé un, puis deux et finalement trois camps d'hébergement temporaire afin d'accueillir les centaines de demandeurs d'asile.

'Bouche-à-oreille'

Pour la police fédérale, le bouche-à-oreille pourrait en partie expliquer cet afflux soudain de demandeurs d'asile. «On nous a dit qu'il y a des informations dans les pays d'origine, sur le web, sur les réseaux sociaux, qui disent exactement comment faire... le processus d'immigration illégale est mainte-

nant en ligne un peu partout», explique Camille Habel. En visite dans les camps, le ministre des Transports Marc Garneau a mis en garde contre la «désinformation» diffusée sur les réseaux sociaux. Et le Premier ministre Justin Trudeau de renchérir: «Permettez-moi d'être clair, (...) le fait d'entrer au Canada de façon irrégulière ne procure aucun avantage» par rapport au processus de demande d'asile habituel.

L'année dernière, le Canada a rejeté la moitié des demandes d'asile faites par des ressortissants haïtiens. Alors que les autorités peinent à suivre la cadence et tentent de décourager les nouveaux arrivants, certains groupes d'extrême droite utilisent cet afflux pour justifier un contrôle plus ferme des frontières. L'un de ces groupes a même récemment déployé une banderole arborant un message anti-immigration sur le stade olympique de Montréal, qui accueille temporairement des centaines de demandeurs d'asile. Face à une situation en constante évolution, certains habitants de la région frontalière sont ambivalents. «A leur place, je ferais pareil si j'entendais dire que le Canada est une terre d'accueil», dit Ghislain, restaurateur à Lacolle depuis 11 ans. Mais «reste à savoir si l'on peut se permettre de tous les accueillir», tempère-t-il. Dans cette petite ville du Québec, l'incertitude règne, selon le restaurateur, qui a préféré ne pas donner son nom de famille. «Certains sont pour, d'autres sont contre». Ghislain, lui, est «entre les deux, tant que nous n'avons pas plus d'informations sur le nombre de migrants qui vont rester et combien cela va nous coûter... Pour le moment, nous ne savons pas grand-chose».

AFP

Inde

Uu moins 42 blessés dans un nouveau déraillement de train

■ Au moins 42 personnes ont été blessées mercredi dans le déraillement d'un train survenu dans le nord de l'Inde, quelques jours après un accident similaire dans la même région qui avait coûté la vie à 23 personnes.

Peu avant l'aube, un train a percuté un camion dans l'Etat d'Uttar Pradesh (nord), causant la sortie des rails et le basculement de 12 wagons, a déclaré le porte-parole des chemins de fer indiens Anil Saxena.

«Nous avons envoyé des équipes de secours pour le sauvetage et les opérations d'aide et tous les blessés ont été transportés à l'hôpital», a indiqué M. Saxena.

«Environ 42 personnes ont été blessées dans l'accident, la plupart d'entre elles ont des blessures superficielles», a décrit à l'AFP le chef de la police du district, Sanjeev Tyagi, présent sur les lieux.

Cet accident est le second à survenir en moins d'une semaine en Uttar Pradesh, Etat pauvre et le plus peuplé d'Inde avec 220 millions d'habitants.

Samedi, 23 personnes avaient péri dans un déraillement. Le réseau ferroviaire indien, l'un des plus importants au monde, présente de fortes lacunes en matière de sécurité mais demeure le principal moyen de transport permettant de couvrir de grandes distances dans ce vaste pays.

En novembre 2016, toujours en Uttar Pradesh, 146 personnes avaient péri dans un déraillement.

Selon un rapport gouvernemental de 2012, près de 15.000 personnes meurent chaque année dans des accidents ferroviaires, un lourd bilan qualifié de «massacre» par les auteurs de l'enquête.

Le Premier ministre Narendra Modi a promis de consacrer 137 milliards de dollars sur cinq ans à la modernisation du réseau ferroviaire délaissé. Son gouvernement a déjà signé de nombreux contrats avec des entreprises privées.

K. M.

Etats-Unis

Une exécution suspendue au dernier moment dans le Missouri

Le gouverneur du Missouri a stoppé l'exécution d'un condamné à mort mardi, quatre heures avant le moment prévu pour l'injection létale, ses avocats ayant fait valoir que des analyses récentes d'ADN prouvaient son innocence.

Marcellus Williams, 48 ans, avait été condamné à la peine capitale en 2001 pour avoir tué une femme à l'arme blanche lors d'un cambriolage au domicile de celle-ci en 1998.

Le gouverneur Eric Greitens a annoncé qu'il allait nommer une commission d'enquête qui devra examiner les nouvelles

preuves liées à l'ADN et dire si la condamnation à la peine de mort doit être commuée.

L'avocat du condamné a fait valoir que les récentes analyses d'ADN utilisant les techniques les plus récentes montraient que l'ADN retrouvé sur l'arme blanche était celui d'un homme inconnu et non celui de Marcellus Williams.

L'opposition à cette exécution est devenue de plus en plus forte. Une pétition en ligne demandant au gouverneur d'intervenir a recueilli plus de 200.000 signatures. Un rassemblement pour protester contre

l'exécution était prévu mardi à St. Louis.

Des cheveux découverts sur le corps de la victime ne sont pas non plus de Marcellus Williams, a déclaré un expert en médecine légale, Greg Hampikian.

La Cour suprême du Missouri avait ordonné de surseoir à l'exécution du condamné en 2015 pour permettre la réalisation des nouveaux tests mais avait ensuite refusé sans explications de stopper la mise à mort après la publication des résultats, a expliqué l'expert.

Reuters

Ils optent pour Instagram et Snapchat

Les jeunes Américains se détournent de Facebook

Une étude du cabinet eMarketer publiée mardi révèle que les adolescents et jeunes adultes américains se détournent progressivement du réseau social Facebook au profit d'Instagram et de Snapchat, attirés par le côté visuel de ces plateformes.

Le nombre «d'utilisateurs mensuels actifs» (ceux qui vont au moins une fois par mois sur Facebook) aux Etats-Unis ayant entre 12 et 17 ans «va baisser de 3,4% par rapport à 2016, à 14,5 millions», prévoit le cabinet pour cette année, un recul déjà observé en 2016 mais qui «s'accélère», puisque le repli l'an dernier n'était que de 1,2%, note eMarketer.

Le repli observé chez les plus jeunes «tire vers le bas» la croissance du nombre total d'utilisateurs de Facebook, qui devrait atteindre 2,4% à 172,9 millions de per-

sonnes.

Selon eMarketer, Instagram —plateforme de partage de photos détenue par Facebook— et le service de messagerie Snapchat bénéficient de cette désaffection. «On voit les ados et jeunes adultes migrer vers Snapchat et Instagram. Les deux plateformes ont du succès auprès d'eux car elles sont davantage en phase avec leur façon de communiquer, c'est-à-dire avec des contenus visuels», explique l'analyste Oscar Orozco, cité dans l'étude.

La base d'utilisateurs de Snapchat aux Etats-Unis devrait augmenter de 25,8% à 79,2 millions, une hausse portée par les 18-24 ans qui devraient être 24,4 millions (+19,2% par rapport à l'an dernier), soit plus nombreux que sur Facebook, qui en attire 23,5 millions. Résultat, «pour la première fois» cette année, eMarketer s'at-

tend à ce que les ados et jeunes adultes (12-24 ans) soient plus nombreux sur Snapchat que sur Facebook ou Instagram. Ironie du sort, Snap, la maison mère de Snapchat, perd de l'argent (443 millions de dollars au second trimestre), faute de parvenir à transformer sa fréquentation en revenus, et son titre ne cesse de reculer depuis son introduction en Bourse en mars. La société, lancée en 2011 sous le nom de «Picaboo», est devenue célèbre par ses messages éphémères et ses filtres photographiques.

Les usagers d'Instagram quant à eux vont augmenter de 23,8% en 2017 pour atteindre 85,5 millions, dont 22,1 millions de 18-24 ans. Les moins de 12 ans vont progresser de 19% et les 12-17 ans de 8,8%, selon eMarketer.

H. L.

Concours du Festival de la chanson oranaise

Six candidats en lice sur des airs de Ahmed Wahby

Le traditionnel concours du Festival de la musique et de la chanson oranaises, qui a démarré mardi soir à Oran, s'annonce très serré au vu de la qualité des prestations des talentueux candidats en lice pour les trois premières places.

Les trois premiers candidats amateurs, qui se sont produits à la deuxième journée du festival, se sont vu imposer par le jury chacun une chanson du regretté Ahmed Wahby, l'autre grand monument de la chanson oranaise, même si le festival est dédié, cette année, au chantre de la chanson oranaise, Blaoui Houari, décédé il y a quelques semaines.

Le premier candidat, Abdallah Hamzi, un Oranais de 23 ans, a interprété *Kheïra*, une des plus belles chansons de Ahmed Wahby, mais également l'une des plus difficiles.

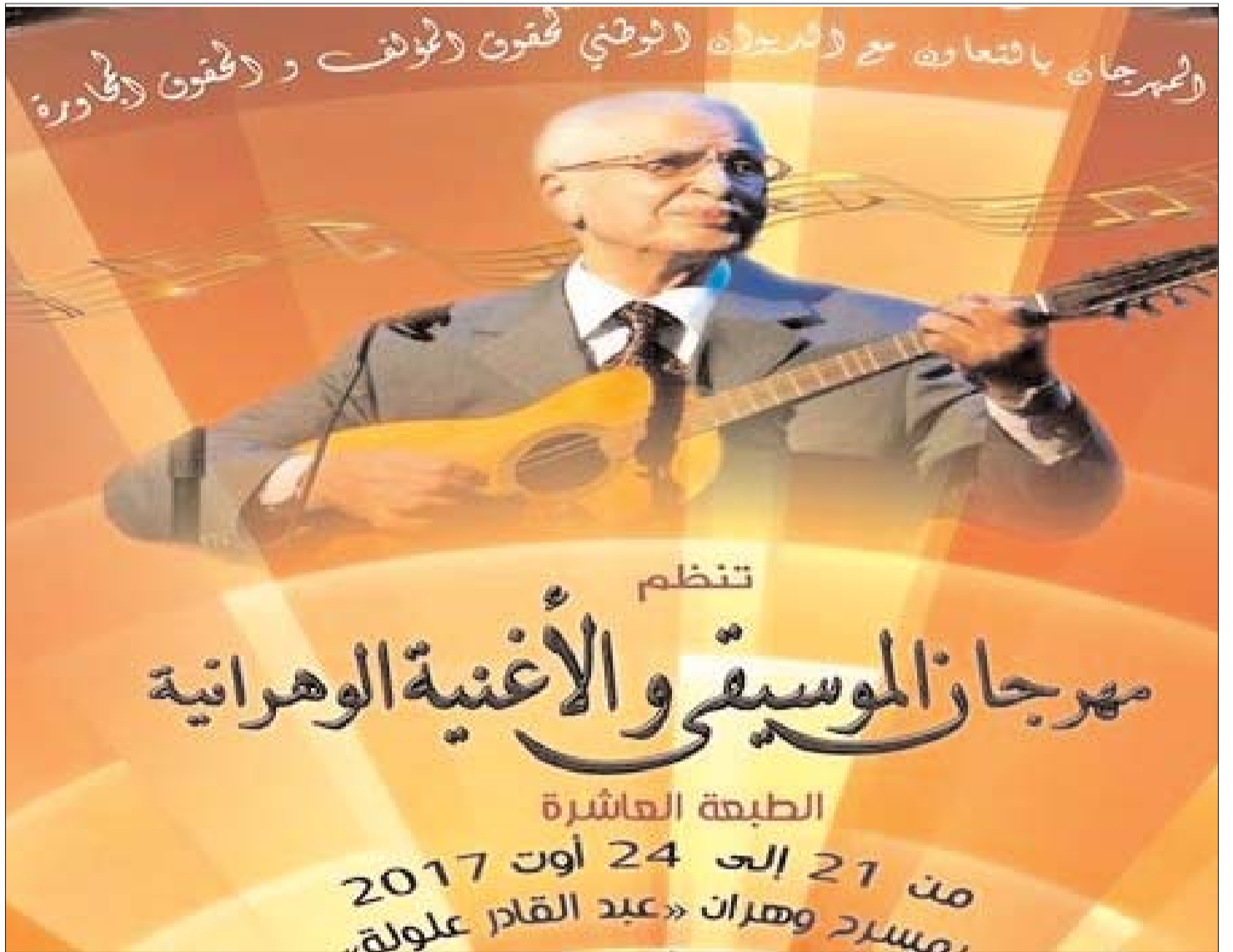
Le jeune candidat paraissait à l'aise et a fait montre de grandes potentialités, d'une voix puissante et harmonieuse, pas dans le même registre que Wahby, mais démontrant que *Kheïra* peut être interprétée d'une autre manière tout aussi belle.

Samir Chikhi, le second candidat, a eu droit à un autre tube de Wahby et non des moindres, puisqu'il s'agit de *Ya ouchak zine*. Et là encore, le jeune Samir, un Témouchentois de 24 ans, n'a pas démerité, ajoutant même une certaine touche personnelle à cette chanson, très sentimentale au demeurant, avec une belle voix douce et touchante, dans les aigus, réalisant ainsi une belle prestation qui a ravi le public. Selon les organisateurs, Samir est plus habitué à la chanson orientale, Sabah Fakhri notamment, une référence.

Le troisième concurrent, Khatir Kessaïri, un Oranais de 23 ans, est probablement le plus surprenant des trois, puisqu'il s'était spécialisé, en amateur, dans l'inchad, chanson religieuse. Il a interprété *Ya waâdi*, un autre grand tube de Ahmed Wahby.

A ce stade de la compétition, il paraît difficile de départager ces trois premiers candidats amateurs, tant leurs prestations étaient à la hauteur des attentes, ceci en attendant les trois autres candidats qui se sont produits hier soir.

Néanmoins, il est certain que les résultats se joueront sur des détails infimes et comme première évaluation, Toumouh Abdallah, célèbre parolier sur la place d'Oran, qui a déjà écrit pour Blaoui Houari et bien d'autres artistes, également président du jury qui devra départager les six candidats et choisir les trois premiers, n'a pas tari d'éloges sur



Abdallah, Samir et Khatir, ce qui n'est pas sans rendre la tâche plus difficile aux trois autres candidats, leur donner aussi plus de motivation.

En tout cas, il est certain que la relève est assurée et que la chanson oranaise a de beaux jours devant elle, selon la commissaire du festival, Khalida Benbali, qui a indiqué que les six candidats en lice ont été sélectionnés parmi 15 candidats présélectionnés parmi plusieurs dizaines d'autres.

Les candidats en lice ont eu droit à des séances de répétition quotidiennes durant plusieurs semaines sous la conduite du chef d'orchestre très connu, Bey Bekkaï, a-t-elle rappelé.

Khalida Benbali a aussi indi-

qué que les trois lauréats du concours du festival seront pris en charge par des paroliers et des compositeurs de renom tels Toumouh Abdalal, Bouzid Hadj et Bey Bekkaï, qui écriront deux chansons pour chacun d'eux. Des chansons qui seront enregistrées et diffusées, notamment à la radio et à la télévision. Des albums seront également produits pour les trois lauréats.

Le jury est composé de Toumouh Abdallah (président), ainsi que Bouzid Hadj (compositeur et parolier), Amina Chaoui (professeur de musique), Mohamed Malik (compositeur) et Madani Gharnati (chanteur).

Le jury devra juger les candidats sur plusieurs critères, notamment les capacités

vocales, l'oreille musicale, la présence sur scène.

Pour les chanteurs professionnels qui animent les soirées du festival, il a été exigé d'interpréter au moins une chanson nouvelle sur les trois programmées. Quant à la surprise du festival, elle est venue de la célèbre chanteuse Djahida, très connue du public oranais, qui n'était pas programmée, mais qui a insisté pour participer à l'hommage fait à Blaoui, son professeur pendant de nombreuses années.

Juste avant le démarrage du concours du festival, Djahida a entonné une célèbre chanson du maître, *El Hmam* (les colombes), chanson mythique de Blaoui. Djahida a réussi à chauffer la salle et à faire participer le

public, un peu réservé jusque-là. «Blaoui Houari m'a donné 45 chansons et c'est à Oran que j'ai commencé mon art», a-t-elle reconnu avant de lancer un grand youyou à la façon oranaise.

Le Festival de la musique et de la chanson oranaises est organisé du 21 au 24 août au Théâtre régional d'Oran Abdelkader- Alloula, sous l'égide du ministère de la Culture, l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda) et de la wilaya d'Oran.

Il est dédié à Blaoui Houari, ainsi qu'à d'autres artistes décédés récemment, notamment Ahmed Saïdi, Belhadri Belhadri, Houari Aouinet, Senhadji Guendil et Tayebi Tayeb.

R. C.

Théâtre d'expression amazighe des amateurs

Batna abritera la première édition du Festival Open space

La ville de Batna abritera au cours de l'été 2018, la première édition du Festival Open space du théâtre d'expression amazighe des amateurs, a-t-on appris lundi au cours de la cérémonie de clôture de la 3^{ème} édition de l'université d'été des Aurès du mouvement associatif culturel amazigh et de la société civile.

Le Festival Open space du théâtre d'expression amazighe des amateurs constitue «un appui au Festival culturel national du théâtre amazigh qui se tient annuellement dans la capitale des Aurès», ont souligné les participants à cette université d'été, dans les recommandations présentées à la clôture de cet événement.

Selon eux, le Festival Open space du théâtre d'expression amazighe des amateurs sera «une véritable pépinière pour les jeunes talents et enrichira la scène culturelle et le 4^{ème} art, notamment d'expression amazighe».

Venus de 18 wilayas, les participants à l'université d'été des Aurès du mouvement associatif culturel amazigh et de la société civile, ouverte le 17 août dernier à l'initiative de l'association locale Tamazgha Aurès Forum, ont abordé les mécanismes devant permettre au théâtre d'être un espace pour la promotion du patrimoine, de la langue et de la culture amazighes.

Le président de l'association Tamazgha Aurès Forum, El Hadi Bouras, a également souligné que la 3^{ème} édition de cette université d'été a axé sur «la manière de s'ouvrir sur le théâtre de rue».

L'université d'été des Aurès, organisée en collaboration avec le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), marquée par la présence de plusieurs associations culturelles amazighes et de spécialistes du 4^{ème} art, a organisé des ateliers d'écriture, de mise en scène et de scénographie en plus de conférences sur le théâtre, l'identité et le patrimoine.

Les pièces théâtrales présentées à l'occasion ont suscité un intérêt particulier

des amateurs du 4^{ème} art, alors que de nombreux participants, dont Boudjemaâ Bouaziz de la ville de Aïn Beida, de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a mis en exergue l'importance de cette manifestation dans «l'appui du théâtre d'expression amazighe».

La cérémonie de clôture de la 3^{ème} édition de l'université d'été des Aurès s'est déroulée dans une ambiance festive, rehaussée par une présence remarquable du public et la présentation sur les planches du Théâtre régional de Batna (TRB) de la pièce *Halzoum* de l'association Al Fadha Al Azrek.

H. T.

«Le succès semble plus doux, à qui ne réussit jamais.»

Emily Dickinsons



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Prends garde au lendemain du succès !»

Titu Maiorescu

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Carla Bruni, «une ado turbulente», selon sa mère Marisa Borini

Lorsqu'elle était plus jeune, Carla Bruni était loin d'être une enfant facile d'après sa mère Marisa Borini. Rebelle, la future chanteuse ne cessait de contester l'autorité de ses parents, mais également celle de ses professeurs.

Qui aurait cru que Carla Bruni était une adolescente rebelle, défiant tous les interdits et provoquant ses professeurs ? Interrogée par *Vanity Fair*, sa mère Marisa Borini a fait d'étonnantes révélations au sujet de sa fille cadette qu'elle décrit elle-même comme une ancienne «ado turbulente», à l'inverse de sa soeur aînée Valéria Bruni-Tedeschi. «Valeria, l'aînée, était très studieuse, mais Carla était collée tous les jours», raconte-t-elle en se remémorant les coups de téléphone du proviseur de la future première dame, alors élève en classe de quatrième. «Il me disait : «J'ai puni Carla. Là, elle est assise sur mon bureau en train de fumer et elle chante *Le Boléro* de Ravel».

Effrontée, Carla Bruni était également à mille lieues d'être une élève assidue. À tel point qu'elle souhaitait mettre un terme à ses études. «Elle ne voulait pas passer le Bac. Elle m'a dit : «J'ai rien foutu. C'est pas la peine. Moi : «Essaie, ça peut te servir». Elle l'a eu et a décidé de faire de la mode». Une décision qui changera à jamais la vie de Carla Bruni. Quelques mois plus tard seulement, la jeune femme deviendra l'un des top models les plus populaires des années 1990. Reste à savoir désormais si sa petite Giulia, née de son mariage avec Nicolas Sarkozy, aura le même caractère lorsqu'elle sera adolescente à son tour.



BEAUTÉ

Les bons gestes anticellulite

MOUVEMENTS CIRCULAIRES ET AUTRES PALPÉS-ROULÉS

- Massez-vous les jambes du bas vers le haut en exerçant de petites pressions afin de stimuler le retour veineux,

- Massez-vous le ventre dans le sens des aiguilles d'une montre avec la paume de la main en pratiquant des mouvements circulaires larges, mais soutenus,

- Massez-vous sur les fesses et hanches toniquement et pratiquez sur les zones à cellulite le palpé-roulé. Ce mouvement pratiqué en institut de beauté pétrit la graisse et en éclate les

cellules. Pincez la peau entre le pouce et l'index et faite la rouler sous vos doigts en remontant des cuisses jusqu'aux hanches.

DIVERSIFIEZ VOTRE ALIMENTATION

- Diminuez votre consommation de sucres et de graisses. L'organisme les élimine difficilement,

- Diminuez votre consommation d'aliments riches en lipides (le beurre et la viande rouge) ou en glucides (bonbons et gâteaux),

- Consommez des protéines (poissons et

œufs), des légumes verts et des fibres végétales, qui facilitent la digestion,

- Buvez beaucoup d'eau (1,5 litre par jour), de tisane et des bouillons de légumes.

FAITES DU SPORT

- Privilégiez les activités sportives qui sollicitent le corps tout entier (natation...)

BIEN-ÊTRE

CINQ HUILES ESSENTIELLES POUR RESTER ZEN

La lavande

Le parfum de lavande est un bon remède contre l'anxiété.

Appliquez quelques gouttes d'huile essentielle de lavande sur le plexus solaire pour bien vous détendre. Vous pouvez ajouter un peu d'huile essentielle de basilic pour intensifier le tout car le basilic a des propriétés relaxantes

également.

Le romarin

Cette plante a la capacité de chasser les idées négatives de votre esprit. Quelques gouttes d'huile essentielle de romarin sous les oreilles et vous aurez soudainement l'impression de souffler et de respirer au grand air.

La mandarine

L'huile essentielle de mandarine est très efficace contre les angoisses et l'insomnie. Son odeur vous calme rapidement. Vous pouvez en appliquer à la naissance du cou pour un effet immédiat.

L'ylang-ylang

Originaire de l'Asie du Sud-est, l'ylang-ylang est un arbre dont on utilise uniquement les fleurs en aromathérapie.

L'huile essentielle d'ylang-ylang est un anxiolytique et un antidépresseur qui a fait ses preuves.

Vous pouvez en mettre quelques gouttes sur le plexus solaire pour vous détendre mais aussi l'utiliser en diffusion dans un brûleur. Autre possibilité : mettre quelques gouttes d'huile essentielle dans votre bain pour une détente complète.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Ligue I "Mobilis" (1ère Journée)/Matches avancés

Le NAHD risque gros à Constantine

Le NA Hussein-Dey sera en danger pour le compte de la première journée de la Ligue I Mobilis qui reprendra ses droits ce vendredi après un repos mérité. En effet, les Sang et Or qui ont fait un recrutement des plus réussis et enrôlé l'ancien adjoint de Gourcuff en EN, Neghis, rendront visite au CS Constantine qui souhaitent débiter fort et éviter le scénario de l'année dernière où ils ont réussi à se maintenir durant les dernières journées du championnat. Même si les Nahdistes ne seront pas faciles à manier, cela n'empêchera pas les Clubistes à se donner à fond pour prendre les trois points du succès. De son côté, l'autre club algérois qui jouera lors de ces matches avancés, le CR Belouizdad, reçoit l'USM Bel Abbès dans un remake de la demi-finale de la Coupe d'Algérie où le



Chabab l'avait emporté et s'était qualifié à ses dépens en finale avant de remporter le trophée devant l'ES Sétif. Les Rouge et Blanc feront tout ce qui est de leur

possible pour l'emporter encore une fois à domicile et donc débiter en force même s'ils devraient faire très attention à cette équipe de la Mekerra qui ne se présentera pas en victime expiatoire. L'O Médéa qui a pratiquement renouvelé son effectif se présentera avec une grande détermination pour battre la formation du DRB Tadjenant qui veut aussi réussir son entame du championnat. Les gars de Tadjenant ne veulent pas laisser passer la chance de débiter bien le championnat et feront tout ce qui est en leur possible pour revenir avec le meilleur résultat possible. Enfin, le nouveau promu, l'US Biskra reçoit pour son

premier match en Ligue I, la formation du Mouloudia d'Alger qui ne sera pas facile à manier d'autant plus que l'objectif de cette formation est, comme à l'accoutumée, de jouer les premiers rôles. Le Doyen fera tout ce qui est en son possible, pour l'emporter et prendre les trois points du succès.

Imad M.

Le programme :
Vendredi 25 août 2017 17h :
CSC-NAHD (19h)
OM-DRBT
CRB-USMBA
USB-MCA

Ligue II Mobilis (1er journée)

Rélizane et El Bordj en effervescence

La Ligue II Mobilis débute aujourd'hui avec des matches qui devraient être très disputés entre des formations qui devraient jouer les premiers rôles cette saison. Le choc de la journée devrait opposer le RC Relizane à la JSM Béjaïa. Ayant rétrogradé la saison passée, la formation rélizanaise souhaite revenir en L 1 dès la saison prochaine et pour cela, elle fera tout ce qui est de son possible pour l'emporter lors de ce premier match. Toutefois, cela ne sera pas vraiment facile face à une équipe béjaouie, elle aussi, décidée à revenir avec un résultat probant de cette sortie. Les poulains de Zeghdoud tenteront de se donner à fond pour revenir au moins avec le point du nul. Le derby de l'Est qui opposera le CA Bordj Bou Arreridj au CA Batna devrait tenir

toutes ses promesses, sachant que les deux équipes ont à cœur de revenir au premier plan et accéder. Les Criquets Jaunes partent avec les faveurs du pronostic mais cela ne veut pas dire que les Batnéens se présenteront en victime expiatoire. Les deux formations souhaitent, en tout cas, débiter en force cette saison. Le MO Béjaïa débute avec un match quelque peu compliqué en affrontant l'ASM Oran qui ne souhaite pas se faire distancer aussi dans la course à l'accession en Ligue I. Les protégés de Biskri savent que ce premier match est très important et se donneront, de ce fait, à fond pour tenter de prendre les trois points du succès. Le MC El Eulma donnera la réplique à la formation du MC Saïda dans une empoignade très intéressante à

suivre. Enfin, les trois nouveaux promus auront des fortunes diverses, puisque le RC Kouba rend visite au CRB Ain Fekroun et aura du mal à revenir avec un résultat satisfaisant, alors que le WA Tlemcen et l'AS Ain M'lila se rencontrent lors de cette première journée avec les souvenirs des années où ils jouaient ensemble en DI.

I.M.

Le programme :
Vendredi 25 août 2017 à 17h :
CRBAF-RCK
RCR-JSMB
WAT-ASAM
GCM-ASO
CABBA-CAB (18h)
ABS-JSMS
MCEE-MCS
MOB-ASMO (19h)

Ligue des champions d'Afrique (quarts de finale/retour)

USMA-Ferrovialario da Beira décalé au 23 septembre à 18h30

Le match USM Alger-Ferrovialario da Beira (Mozambique) comptant pour les quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique a été décalé d'un jour, soit au samedi 23 septembre au stade du 5-juillet (18h30), a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) sur son site officiel. Cette seconde manche sera dirigée par l'arbitre gambien Bakary Papa Gassama assisté de Jean-Claude Birumushahu (Burundi) et Marwa Range (Kenya). Le

match aller est fixé, quant à lui, au samedi 16 septembre au stade de Beira-Campo de Ferrovialario (14h00 algériennes) et sera arbitré par le Malgache Hamada El Moussa Nampandrazza. Les «Rouge et Noir» ont regagné le pays jeudi dernier après un stage de 13 jours effectué en Turquie, au cours duquel les coéquipiers de Mokhtar Benmoussa ont disputé une série de matches amicaux en vue de la saison footballistique 2017-2018.

Tennis de table/Union arabe

L'Algérie candidate au bureau exécutif



Le président de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT), Chérif Derkaoui, compte se porter candidat au bureau exécutif de l'Union arabe de la discipline (UATT), lors de son assemblée générale prévue en octobre prochain au Liban, a-t-on appris mardi auprès de l'intéressé. «L'Algérie sera candidate pour intégrer le bureau exécutif de l'Union arabe de tennis de table, lors de son prochaine assemblée. Je postule à ce siège afin d'essayer d'apporter un plus à cette discipline et placer avantageusement le tennis de table algérien au niveau arabe qui progresse rapidement», a indiqué à

l'APS Derkaoui, de retour de Mascate (Oman) avec la délégation nationale ayant pris part au championnat arabe, toutes catégories. A Mascate, une assemblée extraordinaire avait été organisée pour compléter les trois postes de vice-présidents vacants depuis plusieurs mois. Des postes «très convoités» dans les coulisses de l'instance arabe, mais pas par la FATT. «Le plus important à notre sens est d'avoir une place au bureau exécutif composé dans son ensemble de huit membres, a estimé Derkaoui. Une fois à l'intérieur, on pourra présenter des projets réalisables, émettre des propositions et avancer notre conception sur le développement et la promotion de la discipline au niveau arabe». L'assemblée de Mascate à laquelle ont assisté 14 pays dont l'Algérie, a permis de compléter les trois postes de vice-présidents qui sont revenus au Tunisien Djalal Eziati (réélu), au président de la Fédération d'Oman de tennis de table, Abdallah Ben Ahmed Bamekhalef et au président de la Fédération irakienne, Kathem Khezaal. Le conclave a eu à traiter aussi de plusieurs questions liées au développement de la discipline, à l'installation des différentes commissions et à l'intégration de nouveaux règlements dans les prochaines compétitions. Il a été décidé d'attribuer à l'Egypte l'organisation en août 2018, du prochain championnat arabe, toutes catégories (garçons et filles), alors que le championnat arabe des clubs sera tenu au Liban en novembre prochain. Il a aussi été décidé d'instaurer des primes de victoire de 20.000 dollars lors de ce rendez-vous.

29es Universiades (Judo)

Réda Bougueroua échoue au pied du podium

Le judoka algérien Réda Bougueroua a raté l'occasion de remporter la médaille de bronze aux 29es Universiades de Taipei, en perdant mardi face à Shaimerdenov Bekadil (Kazakhstan), lors de la petite finale de la catégorie des -73kg. Bougueroua, qui s'est contenté de la 5e place, a cédé la médaille au profit de son adversaire sur un waza-ari, encaissé dès les premières secondes du combat, prévu en 4 minutes. Néanmoins, l'Algérien a eu l'honneur de passer, avec succès, trois tours, éliminant, respectivement, l'Australien Kim Sam Nicholas (16e de finale), le Moldave Tatarescu Norin (8e de finale) et l'Argentin Clara Alejandro Feder (1/4 de finale). En demi-finale, Bougueroua est tombé sur ippon face au Japonais Tsutsukawa. Les médailles de bronze de la catégorie des -73kg sont revenues au

Kazakh Shaimerdenov et au Coréen Kang Heoncheol. Les autres judokas algériens engagés dans la 3e journée consacrée à la discipline se sont contentés de deux 9es places. Le meilleur parcours est à mettre à l'actif de Yamina Halata qui a pris la 9e place dans la catégorie des -57kg, en présence de 25 concurrentes. L'Algérienne a gagné deux combats, face à la Chilienne Naitovidal Patricia en 16e de finale et l'Américaine Imamura Miranda Akari (8e de finale), avant de perdre face à l'Italienne Anna Riguetti en quart de finale. Halata a eu, par la suite, le droit de disputer les repêchages pour la médaille de bronze qu'elle n'a pu passer, puisqu'elle s'est fait éliminer dès le premier combat par la Roumaine Oana Nicolaescu. Le podium des -57kg est revenu à Christine Benarroche

(France), devant Kwon Youjeong (Corée), Crude Andrade Da Silva (Brésil) et Murai Yui (Japon). Le même classement a été enregistré par Faiza Aissahine chez les -52kg qui n'a gagné, par contre, qu'un seul combat, celui des 16es de finale, face à la Turque Damla Caliskan, avant de perdre au tour d'après devant la Sud-Coréenne Park Da Sol. Aissahine a eu droit aux repêchages mais elle a perdu devant la Portugaise Esteves Mariana. La médaille d'or de la catégorie a été remportée par Rina Tatsukawa (Japon), l'argent par De Souza Valentim (Brésil) et les deux bronze par Park Da Sol (Corée du Sud) et Pierucci Giulia (Italie). Chez les messieurs, Ladj Abdelkrim Moura n'a pas eu le parcours escompté en -66kg. L'Algérien a perdu d'entrée face à l'Autrichien Andreas Tiefgraber

(aux 32es de finale). Moura n'a pas eu droit aux repêchages, puisque son tombeur a échoué juste après devant le Sud-Coréen An Baul, vainqueur de la médaille d'or. Les autres médailles de la catégorie ont été remportées par le Mongol Erkhembayar Battogtokh (argent), le Russe Abdula Abdulzhalilov (bronze) et le Japonais Isoda Norihito (bronze). Il est à rappeler qu'Amina Belkadi avait remporté lundi la médaille d'argent chez les -63kg, l'unique pour l'Algérie jusqu'à présent, en perdant en finale face à la Japonaise Nouchi Aimi. La dernière judokate algérienne engagée aux Universiades de Taipei, Imene Rezoug, entrera en lice mercredi dans la catégorie des -48kg. Les épreuves par équipes (Hommes et Dames) auront lieu le lendemain.

France

Hollande sort de sa réserve pour mettre en garde Macron

François Hollande a, pour la première fois, depuis son départ de la présidence française adressé une vigoureuse mise en garde à Emmanuel Macron, l'exhortant mardi à ne pas aller trop loin dans sa réforme du marché du travail prévue pour septembre, selon des médias.

«Il ne faudrait pas demander aux Français des sacrifices qui ne sont pas utiles», a lancé l'ancien président socialiste à l'adresse de son successeur centriste, qui fut aussi son proche conseiller et ancien ministre de l'Economie. Silencieux depuis son départ en mai de l'Élysée, M. Hollande a profité d'une apparition publique à un festival de cinéma pour s'exprimer devant la presse.

«Il ne faudrait pas flexibiliser le marché du travail au-delà de ce que nous avons déjà fait, au risque de créer des ruptures», a-t-il jugé. Cet avertissement a été lancé le jour même où le gouvernement commence à présenter aux syndicats et aux représentants patronaux ses premiers arbitrages sur la réforme du Code du travail.

Ces mesures qui visent à favoriser l'emploi en donnant plus de flexibilité aux entreprises, dans un pays où le chômage avoisine les 9,5% de la population active, s'annoncent délicates pour l'Exécutif. Elles ont, d'ores et déjà, été dénoncées par certains syndicats et la gauche radicale, qui ont appelé à des manifestations début septembre.

«Ce qu'il faut, c'est conforter le mouvement qui s'est engagé, l'investissement, la consommation, le pouvoir d'achat et éviter toute décision qui viendrait contrarier ce mouvement», a estimé mardi François Hollande. La croissance et l'emploi donnant des signes de reprise depuis quelques mois, l'ancien chef de l'Etat, très impopulaire à la fin de son mandat, est monté au créneau mardi pour réhabiliter son action.

«Les résultats sont là, j'en suis heureux pour mon pays», a-t-il relevé. «J'avais hérité d'une situation très difficile qui était celle de la crise. Mon successeur a une situation meilleure, mais tant mieux», s'est-il encore félicité avec une certaine malice.

L. O.

Pèlerinage

23 451 hadjis algériens accueillis à la Mecque

Le responsable du centre de La Mecque, Zahir Boudraâ, a déclaré que le nombre des hadjis algériens arrivés mardi à la Mecque était de 23 451 pèlerins qui ont été accueillis dans de bonnes conditions.

«Le grand nombre des hadjis a été accueilli d'une manière ordinaire dans les différents lieux de La Mecque et a été hébergé convenablement», a affirmé M. Boudraâ, soulignant que le reste des arrivées se poursuit dans les mêmes conditions.

«Toutes les commodités ont été mises à la dispositions des hadjis algériens, lesquels ont été orientés jusqu'à présent dans des conditions ordinaires», a-t-il ajouté.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

TOUS LES CHEMINS MÈNENT À L'AUSTERITE



Marché pétrolier

Le retour de la Libye inquiète l'Opep



Par Amine Bensafi

Les prix du pétrole ont diminué, hier, en raison des inquiétudes liées à l'offre excédentaire alors que la production libyenne s'améliore et que les stocks d'essence aux États-Unis ont augmenté malgré la saison de pointe de conduite d'été. Ainsi, les contrats à terme bruts Brent, la référence internationale pour les prix du pétrole, se sont établis à 51,64 dollars le baril, en légère baisse. Ce repli ainsi relevé est une conséquence du retour annoncé de la Libye sur le marché mondial. Le champ pétrolier Sharara de Libye, le plus important du pays, a progressivement redémarré mardi après un long arrêt, bien que l'instabilité dans le pays signifie que la production pourrait être volatile. Sharara a récemment atteint une production de 280 000 barils par

jour, mais a fermé plus tôt cette semaine en raison d'un blocage des pipelines. Sa production est la clé de la production pétrolière de Libye, qui a dépassé un million de b/j fin juin, soit environ quatre fois son niveau l'été dernier. La hausse de la production de la Libye est un mal de tête pour l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui, conjointement avec les producteurs non-Opep, y compris la Russie, a promis de retenir environ 1,8 million de b/d de fournitures entre janvier de cette année et mars 2018 pour renforcer les approvisionnements. Cependant, l'Opep n'a pas encore tenu compte de sa promesse, en partie en raison de la forte production de la Libye. Le membre de l'Opep a été, rappelle-t-on, exempt de coupures.

Selon des analystes, le sentiment est que le pétrole risque de baisser encore en

raison des craintes excessives. La prochaine réunion d'un comité ministériel de l'Opep et des pays non membres de l'Opep pour discuter de leur accord de production devrait avoir lieu le 22 septembre. En attendant, aux États-Unis, les stocks bruts ont diminué de 3,6 millions de barils par semaine entre 18 et 465,6 millions d'euros, a déclaré mardi le groupe de l'industrie, l'American Petroleum Institute. Cependant, les stocks d'essence ont augmenté de 1,4 million de barils, par rapport aux attentes des analystes dans un sondage Reuters pour une baisse de 643 000 barils. Cette augmentation des stocks d'essence aux États-Unis n'est pas un bon signe pendant la saison des vacances aux États-Unis lors de laquelle la demande de carburant tend à être élevée. C'est dire si l'instabilité perdure... A. B.

ACTU...

Il est le nouveau représentant spécial du SG de l'ONU en Libye Ghassane Salamé en visite de travail en Algérie

Le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, chef de la Mission d'appui des Nations unies pour la Libye (Manul), Ghassane Salamé, effectuera à partir de samedi prochain une visite de travail à Alger, dans le cadre de «la poursuite de la concertation et des contacts réguliers» entre l'Algérie et la Manul, indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Au cours de cette visite de deux jours, M. Salamé s'entretiendra avec le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et de hautes personnalités algériennes, précise-t-on de même source.

Ces entretiens «porteront, essentiellement sur la situation en Libye à la lumière des derniers développements intervenus dans ce pays et des efforts entrepris en faveur de la mise en oeuvre de la solution politique initiée par les Nations unies visant à préserver sa souveraineté, son intégrité territoriale, son unité ainsi que la cohésion de son peuple». Il sera, également, question de «la nécessité de la réappropriation par l'ONU de son rôle-clé dans la conduite des discussions entre les parties libyennes».

«Les prochaines échéances inscrites aux niveaux international et régional pour le règlement durable de la crise qui affecte ce pays frère et voisin ainsi que le recouvrement définitif de la paix, de la sécurité et de la stabilité» seront aussi à l'agenda des discussions, ajoute le communiqué.

H. M.

Mila

Décès d'un bébé dans un accident de la circulation

Un bébé d'un an a trouvé la mort et sept autres personnes âgées entre 4 et 74 ans ont été blessées dans un grave accident de la circulation survenu mardi près de la commune de Grarem Gouga, wilaya de Mila, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur un tronçon de la RN27 reliant les wilayas de Constantine et de Jijel, au lieu-dit Ghar Selim a précisé la même source détaillant que deux véhicules immatriculés dans les wilayas d'El Oued et Jijel sont entrés en collision.

Alertés par des citoyens, les éléments de la Protection civile de la localité de Grarem Gouga sont intervenus pour l'évacuation de la dépouille du bébé vers la morgue, selon la même source.

Les personnes blessées ont été acheminées vers la polyclinique de la même localité pour bénéficier de soins urgents, a-t-on indiqué.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on signalé de même source.

M. Y.

Agression d'un journaliste à Tipasa

Le parquet de Koléa requiert la peine maximale

Le parquet de Koléa (Tipasa) a requis, mardi, lors d'une audience publique, la peine maximale contre les personnes impliquées dans l'agression, à Khemisti, du correspondant du journal *Echourouk* de la wilaya de Tipasa, en le délestant de son téléphone portable et de son argent.

Le représentant de la partie civile a requis une peine de 10 années de prison ferme contre l'accusé principal dans cette affaire, actuellement en fuite, outre une peine de sept ans d'emprisonnement contre son complice, jugé

en comparution, au moment où une peine de deux années de prison a été requise contre deux autres individus arrêtés dans cette même affaire, assortie d'une amende entre 200 000 et un million de DA.

La sentence du tribunal sera connue la semaine prochaine, a-t-on indiqué sur place.

Auparavant, le tribunal a auditionné la victime dans cette affaire au même titre que les accusés, qui avaient avoué leur forfait dans les procès-verbaux du juge d'instruction. Durant la deuxième semaine du mois en cours, le cor-

respondant du journal *Echourouk* à Tipasa, B. Boukchour (résidant à Khemisti), a été victime d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans l'agression des citoyens.

Les mis en cause ont utilisé une arme blanche pour menacer le journaliste, qui se trouvait devant son domicile familial de nuit, en le délestant de son téléphone portable et d'une somme de plus de 140 000 DA qu'il avait en sa possession. Le téléphone portable a été saisi sur les agresseurs lors de leur arrestation, signale-t-on. Y. M.